



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

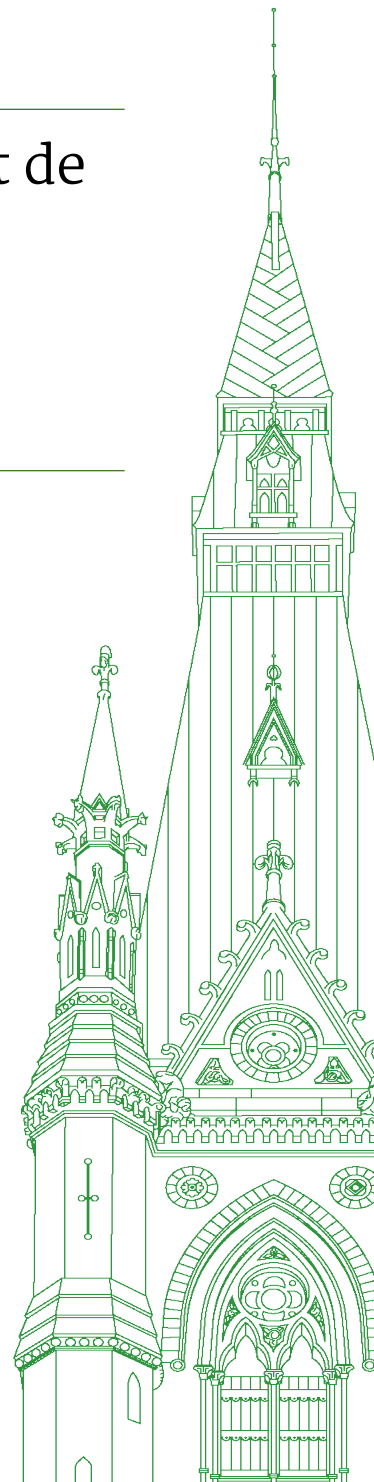
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 025

Le jeudi 26 février 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 26 février 2026

• (1100)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 25^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés participent en personne et d'autres participent à distance à l'aide de l'application Zoom.

Comme d'habitude, j'aimerais demander à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices inscrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son et pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris nos interprètes. Vous remarquerez également un code QR sur la carte, qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, le Comité reprend son étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture des centres de recherche.

J'aimerais à présent souhaiter la bienvenue à nos témoins d'aujourd'hui.

Nous accueillons Mme Alison Sunstrum. Elle comparait à titre personnel.

Nous accueillons Mme Andrea Brocklebank et M. Reynold Bergen du Beef Cattle Research Council.

Nous accueillons M. Tyler McCann, de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires.

Merci beaucoup de votre présence.

Nous allons commencer par M. McCann, pour cinq minutes. Nous passerons ensuite aux autres témoins, puis aux questions.

Bienvenue, monsieur McCann.

Tyler McCann (directeur général, Institut canadien des politiques agroalimentaires): Merci, monsieur le président.

[Français]

Bonjour, monsieur le président et membres du Comité.

Je vous remercie de m'avoir invité aujourd'hui.

La recherche, le développement et l'innovation sont des éléments critiques dans le secteur agroalimentaire. Votre étude peut mettre en évidence le rôle essentiel du système et les pressions auxquelles il

est soumis, et vous pouvez formuler des recommandations visant à le renforcer.

[Traduction]

Le travail de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, ou ICPA, est de plus en plus axé sur l'innovation dans le secteur agricole et alimentaire au Canada. Depuis 18 mois, je demande aux gens s'ils pensent que le secteur de l'innovation traverse une crise. Le consensus est le suivant: bien que la situation ne soit pas encore critique, nous nous dirigeons certainement vers une crise. C'est pourquoi je pense qu'il est important de comprendre que la décision de fermer des centres de recherche s'inscrit dans une tendance à plus long terme où l'on accorde moins d'importance à la recherche, au développement et à l'innovation malgré leur rôle indispensable dans le succès à long terme du secteur.

Le budget de novembre a révélé le montant des compressions, certes, mais l'ampleur de ces compressions dans le secteur de la recherche a pris beaucoup de gens au dépourvu. Les compressions visant le personnel, les laboratoires et les collaborations qui durent depuis des décennies se feront sentir dans l'ensemble du secteur, mais il est encore trop tôt pour savoir quelles en seront les répercussions.

La réalité, c'est que les activités de recherche et développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou AAC, sont soumises à des contraintes depuis des années. Le travail effectué au sein de la Direction générale des sciences et de la technologie est de plus en plus détaché du succès du secteur. AAC a été en mesure de réduire ses investissements au fil des décennies sans rencontrer trop de résistance ou susciter trop de préoccupations. Le ministère devait faire un choix: éparpiller ses maigres ressources ou regrouper ses activités et s'adapter à la nouvelle réalité. Il semble qu'il ait choisi la deuxième option, car il a à tout le moins choisi de regrouper ses activités. J'ose espérer qu'il décidera aussi de s'adapter à cette nouvelle réalité.

Le ministère semble adopter une approche propre à chaque site pour la suite des choses, mais il est vraiment nécessaire d'avoir un véritable dialogue sur l'avenir du rôle du ministère dans le domaine scientifique. Ce dialogue ne devrait pas seulement avoir lieu au sein du ministère.

Ces fermetures mettent en évidence la fragilité de la recherche agricole au Canada. Le système dépend fortement du gouvernement en tant que bailleur de fonds et acteur dans le domaine de la recherche et du développement. Lorsque le secteur privé s'est retiré, le financement public n'a pas changé ou a diminué. Les budgets serrés ont entraîné une absence de résilience et une tendance inévitable vers des compressions. Le regroupement des centres de recherche ne règle pas le problème de la fragilité. Il le met plutôt en évidence.

Les acteurs du système de l'innovation agricole sont bien conscients des pressions auxquelles il est soumis. Ils savent que sans réforme, il ne pourra pas produire les résultats dont le secteur a besoin. Ils veulent éliminer les dédoublements, les cloisonnements et les obstacles à la coopération et mettre davantage l'accent sur les résultats. Nombreux sont ceux qui attendent depuis longtemps que le gouvernement parle de changement.

Il est trop tôt pour dire si ces changements au sein du ministère contribueront à ce dont le système a besoin. Trop de questions restent sans réponse. Quel sera le rôle d'AAC à l'avenir? Comment souhaite-t-il financer et mener ses recherches? Comment collaborera-t-il avec d'autres acteurs dans le système? Que deviendront les recherches qu'AAC ne mènera plus?

Ce ne sont pas des questions auxquelles seul le ministère devrait répondre. Or, il a, dans l'ensemble, élaboré son plan stratégique pour la science seul. Il a pris les décisions concernant les compressions de façon indépendante. Il devrait prendre les décisions au sujet de son avenir avec d'autres intervenants.

J'ai trois recommandations à l'intention du Comité.

Premièrement, il faut accroître la transparence et la reddition de comptes. Qu'est-ce qui a motivé ces décisions et quel est le plan du ministère pour l'avenir? Quels autres changements AAC est-il prêt à apporter, et quels sont ceux qui s'imposent? Quelles autres compressions seront effectuées pour respecter les réductions annoncées en novembre dernier? On a certes mis l'accent sur ces sites, mais le ministère s'est engagé à effectuer des compressions supplémentaires de plusieurs millions de dollars. D'où viendront ces économies?

Deuxièmement, il faut qu'AAC noue des partenariats fructueux dans le domaine des sciences. Trop nombreux sont ceux qui disent à quel point il est difficile de travailler avec les scientifiques au sein du ministère. Certains problèmes sont d'ordre logistique, d'autres sont d'ordre culturel et d'autres encore sont d'ordre pratique. Trop de gens ne savent pas comment le ministère établit ses priorités. Les partenariats sont essentiels pour que les activités scientifiques menées à l'échelle fédérale puissent donner de meilleurs résultats. Le ministère doit changer sa culture et son approche afin de faire des partenariats une priorité.

Enfin, il faut se concentrer sur l'avenir et sur les changements nécessaires pour tirer le maximum des investissements du ministère en recherche et développement et en innovation. Il faut élaborer un plan sur la manière dont AAC peut contribuer à bâtir le système d'innovation agricole adapté au XXI^e siècle dont le Canada et le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadien ont besoin. Une première étape importante devrait être d'annoncer que l'innovation sera une véritable priorité dans le prochain cadre stratégique.

• (1105)

Les répercussions de ces compressions seront pires si elles ne constituent pas le début d'un changement plus significatif. AAC doit renouveler son approche à l'égard de la science. Il doit consolider son empreinte. Il est regrettable que les investissements publics aient été réduits, mais les gouvernements, tout comme les agriculteurs, peuvent faire plus avec moins. AAC ne devrait pas apporter ces changements en vase clos. C'est un chef de file et un partenaire. L'avenir de la recherche et du développement et de la science dans l'agriculture canadienne en dépend.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer aux représentants du Beef Cattle Research Council, pour cinq minutes.

Andrea Brocklebank (directrice exécutive, Beef Cattle Research Council): Je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Je m'appelle Andrea Brocklebank. Je suis directrice générale du Beef Cattle Research Council et nouvelle PDG de l'Association canadienne des bovins. Je suis accompagnée de M. Reynold Bergen, notre directeur scientifique. Le Beef Cattle Research Council finance la recherche et la mobilisation des connaissances au nom des producteurs de bœuf canadiens par l'entremise du prélèvement national sur les bovins de boucherie géré par les producteurs.

Je vais soulever trois points et formuler une recommandation.

Premièrement, les récentes compressions qui limitent les installations, les programmes et l'expertise en matière de recherche à Nappan, à Québec et à Lacombe nuiront à la capacité de l'industrie bovine de demeurer résiliente, innovante et concurrentielle au cours des prochaines décennies. Nous valorisons l'efficacité et reconnaissons les pressions financières actuelles. Cela dit, pour être efficace, il faut qu'Agriculture Canada aligne ses recherches sur les priorités des secteurs agricoles qu'elle est censée soutenir. Ces compressions auront des répercussions négatives considérables à long terme sur les éleveurs de bovins, la sécurité alimentaire et les efforts du Canada pour stimuler la croissance économique. On ne peut reconstituer rapidement et à peu de frais l'expertise, les ensembles de données à long terme et les infrastructures spécialisées perdues à cause de ces compressions.

Deuxièmement, il est essentiel d'investir dans l'innovation — ce n'est pas une dépense discrétionnaire —, car il en va de la compétitivité de notre secteur. Au cours de la dernière décennie, les producteurs de bœuf du Canada ont constaté que la recherche était largement sous-financée. Ils ont donc augmenté de plus de 600 % les investissements par l'entremise des prélèvements nationaux. L'analyse indépendante la plus récente a révélé que chaque dollar prélevé investi dans la recherche générerait un rendement de 63 \$ pour les producteurs de bœuf. Agriculture Canada doit être un partenaire stable dans cet effort.

Troisièmement, les universités et le secteur privé ne peuvent combler les lacunes que ces compressions ont créées. Les recherches effectuées dans l'intérêt public sont essentielles lorsque les incitatifs commerciaux sont limités et qu'une expertise indépendante et impartiale est nécessaire pour appuyer des décisions réglementaires, l'accès au marché et la confiance des consommateurs. J'ajouterais qu'à l'heure actuelle, les universités sont elles aussi confrontées à d'importantes pressions financières et ne peuvent donc pas mobiliser les ressources nécessaires pour combler ces lacunes.

Le secteur bovin du Canada a besoin de cultures fourragères, de foin et de pâturages s'il veut demeurer concurrentiel à l'échelle internationale. Le Canada est confronté à des défis environnementaux différents de ceux d'autres pays. Nous avons consacré des décennies à la mise sur pied d'un bon réseau de recherche national sur les cultures fourragères. La fermeture des installations de Lacombe, de Nappan et de Québec sape gravement ces efforts.

Les chercheurs aux installations de Lacombe et de Québec créent des variétés de luzerne à rendement plus élevé qui sont résistantes au froid. Les chercheurs de Nappan mettent au point des programmes de gestion des pâturages adaptés au Canada atlantique et sélectionnent des variétés améliorées de trèfle, de trèfle rouge et de luzerne qui ont été adoptées partout au Canada. Voilà à quoi ressemble un réseau national efficace, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres où des atouts régionaux produisent des résultats à l'échelle nationale. Cela s'inscrit parfaitement dans une approche axée sur une économie canadienne unifiée.

Le classement impartial du bœuf garantit aux producteurs une rémunération équitable et est essentiel à la compétitivité des exportations. Les travaux effectués au centre de recherche de Lacombe ont permis au système de classement du Canada d'évoluer au même rythme que celui des États-Unis. La fermeture de ce centre élimine le seul programme scientifique sur les viandes au Canada. Elle élimine l'expertise scientifique nécessaire pour démontrer en quoi les normes de qualité du bœuf canadien sont équivalentes ou supérieures à celles des pays importateurs, à l'heure où le Canada s'efforce de diversifier ses échanges commerciaux à l'échelle internationale.

Les chercheurs du centre de recherche de Lacombe ont également mis au point des mesures en matière de salubrité des aliments qui permettent de réduire considérablement les risques liés à la bactérie *E. coli* O157:H7 au Canada. La recherche sur la salubrité des aliments et l'exploration de nouvelles technologies doivent se faire dans des installations de recherche qui reproduisent les environnements de transformation commerciale, mais qui en sont éloignées. La fermeture des installations de Lacombe nuit à notre capacité de transposer les stratégies en matière de salubrité des aliments du laboratoire à la pratique commerciale. La réputation internationale du Canada à titre de fournisseur de viande de bœuf salubre et de grande qualité va stagner. Le Canada a des défis — et des possibilités — uniques. Nous ne pouvons donc pas compter sur les recherches menées aux États-Unis pour les relever.

Ainsi, si ces fermetures se concrétisent, nous suggérons de transférer les programmes et l'expertise essentiels de manière à préserver leur fonction, leur continuité, leur accès aux infrastructures essentielles, aux lignées généalogiques et aux données. Nous mettons l'accent sur les programmes mentionnés : la sélection fourragère, la salubrité des aliments et la qualité des carcasses, et les données. Il est également important de garantir un financement adéquat pour assurer la pérennité de ces programmes.

Le secteur bovin s'engage à collaborer de façon constructive avec le gouvernement afin de préserver les capacités de recherche essentielles, de bien gérer la transition et de veiller à ce que le Canada conserve sa réputation mondiale de producteur et de fournisseur de viande de bœuf salubre et de grande qualité.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous faire part de mon point de vue. Je serai heureuse de répondre à vos questions.

• (1110)

Le président : Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Alison Sunstrum pour cinq minutes.

Alison Sunstrum (entrepreneure, NYA Ventures inc., à titre personnel) : Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Je m'appelle Alison Sunstrum. J'ai créé, depuis un garage en Alberta, des entreprises de technologie agricole, dont j'ai déployé les activités jusque sur les marchés mondiaux. J'ai travaillé avec des producteurs et des chercheurs de partout au pays et à l'étranger, dont certains travaillent dans les sites qui seront fermés. Aujourd'hui, j'investis dans la science et la technologie profondes relatives aux systèmes alimentaires, climatiques et agricoles.

C'est dans ce rôle que je vous transmets un message important. Les fermetures proposées par Agriculture et Agroalimentaire Canada ne constituent pas que des économies. Elles sont soit le signe d'un affaiblissement, soit celui d'une occasion de renouvellement. Si nous les considérons comme un simple ajustement budgétaire, nous risquons d'affaiblir le système qui sous-tend la compétitivité à long terme du Canada. Si nous les considérons comme une occasion de renouvellement, nous renforcerons la sécurité alimentaire, la résilience climatique et la croissance économique.

Entrons dans le vif du sujet en répondant à trois questions.

Premièrement, pourquoi ces fermetures se produisent-elles?

Ces fermetures reflètent des décennies de sous-investissement dans les infrastructures et les ressources humaines : des laboratoires vieillissants, des travaux d'entretien reportés et des restrictions en matière d'embauche. Au fil du temps, cette situation a affaibli notre capacité à retenir et à attirer les meilleurs talents et à réagir aux phénomènes climatiques extrêmes, aux maladies émergentes, aux ravageurs et à l'évolution des marchés.

Parallèlement, le financement s'est orienté vers des programmes à cycle court. Ces programmes sont importants, mais ils ne peuvent remplacer la sélection végétale à long terme, la recherche sur les sols qui s'étend sur plusieurs décennies, ni les infrastructures de base. Lorsque les pressions budgétaires s'ajoutent à un sous-investissement accumulé, la consolidation devient inévitable.

Deuxièmement, qu'est-ce qui est en jeu?

La capacité de recherche n'est pas un poste budgétaire ; c'est une question de continuité. Les essais au champ à long terme, les populations d'amélioration génétique, les ensembles de données adaptés aux réalités régionales et l'expertise ont été développés au fil des décennies. Il s'agit là du précieux capital biologique du Canada. Ce sont des infrastructures vivantes construites au fil des générations qui ne peuvent être rapidement reconstruites une fois détruites. Lorsque la continuité est rompue, les progrès dans le domaine de la sélection stagnent, les ensembles de données se fragmentent, l'expertise se disperse et la productivité ralentit. Nous pourrions renforcer les capacités plus tard, mais nous ne pourrions pas récupérer les années de progrès et d'avantage concurrentiel que nous avons perdues.

Prenons l'exemple du canola. Il est issu de recherches en sélection financées à même les fonds publics. Aujourd'hui, il contribue à l'économie canadienne à hauteur de plus de 40 milliards de dollars par année. Cette réussite agricole canadienne a nécessité la mise en place d'infrastructures durables et une coordination entre la science publique et les capitaux privés.

Troisièmement, que faut-il faire pour se renouveler?

Le renouvellement ne veut pas dire qu'il faut préserver le passé. Il signifie qu'il faut construire les infrastructures nécessaires à la prochaine ère agricole. Nous sommes au cœur d'une transformation biologique et numérique sans précédent qui redéfinira la manière dont les aliments sont sélectionnés, produits, transformés et mis en marché. L'intelligence artificielle accélère les découvertes. La génomique raccourcit les cycles de sélection. Le phénotypage de pointe et la robotique améliorent la précision et la productivité. La fermentation de précision et la biofabrication créent de toutes nouvelles catégories industrielles de protéines, de matériaux, d'enzymes et d'intrants à faible teneur en carbone.

Il s'agit d'un changement structurel. Le Canada possède de réels atouts: des terres, de l'eau, des matières premières, une expertise scientifique et une capacité industrielle. Cela dit, ces ressources et ces technologies ne donnent des résultats que lorsqu'elles reposent sur des bases solides. L'intelligence artificielle dépend de nombreuses données validées. La génomique nécessite un matériel génétique stable et des laboratoires modernes. La bioproduction nécessite des démonstrations, des capacités de transformation à grande échelle et une réglementation claire.

Sans infrastructures modernes, les possibilités demeurent des aspirations. La recherche publique jette les bases. Les capitaux privés permettent de les développer. Si les investissements publics s'affaiblissent, les capitaux privés se déplacent ailleurs, et ils reviennent rarement.

Dans un monde où le commerce est instrumentalisé, la résilience agricole constitue une défense économique. L'alimentation est une infrastructure stratégique. Une nation qui ne peut se nourrir elle-même est vulnérable. Une nation capable de nourrir les autres détient un levier stratégique.

Une course mondiale pour renforcer les capacités des systèmes biologiques et alimentaires est déjà en cours. La décision qui nous incombe est simple: allons-nous investir dans les infrastructures qui renforcent la productivité agricole et la croissance des exportations du Canada, ou accepter une croissance plus lente dans l'un de nos principaux moteurs économiques? Le Canada dispose des atouts nécessaires. La seule question est de savoir si nous choisirons d'investir pour être des chefs de file.

Merci. Je serai heureuse de répondre à vos questions.

● (1115)

Le président: Merci beaucoup à tous nos témoins. Nous vous sommes reconnaissants de votre témoignage ici aujourd'hui.

Nous allons accorder six minutes à chacun des partis. Nous allons commencer par les conservateurs.

Monsieur Barlow, vous avez six minutes.

John Barlow (Foothills, PCC): Je remercie nos témoins de leur présence.

J'aimerais commencer par le Beef Cattle Research Council.

Madame Brocklebank, je vous remercie de vos commentaires. Je veux simplement vous poser une question sur les répercussions que la fermeture de centres de recherche va avoir sur l'industrie.

Je trouve particulier que juste au moment où les prix du bœuf atteignent enfin un niveau qui permet aux éleveurs de faire des profits, nous constatons que le Canada, après que l'ACIA ait raté l'échéance d'un an, a maintenant le statut de pays où le risque

d'ESB est négligeable. Nous ouvrons des marchés en Corée du Sud et essayons de réinvestir le marché de la Chine. Il semble que le moment soit mal choisi pour fermer trois centres de recherche (Lacombe, Québec et Nappan) qui se concentrent justement sur le bœuf.

Ne semble-t-il pas que le moment soit mal choisi — pour ne pas dire ciblé — pour fermer trois centres de recherche essentiels sur le bœuf au Canada?

Andrea Brocklebank: Pour l'industrie, ce n'est jamais un bon moment, honnêtement, parce que la recherche est un investissement à long terme. Les changements qui en résultent apparaissent progressivement. Les choses que nous réalisons aujourd'hui grâce à la recherche sont le résultat des investissements faits au fil des décennies précédentes.

Au bout du compte, je pense que c'est une question d'expertise. La connaissance n'apparaît pas quand un incendie survient. Je parle d'incendie, mais il peut s'agir de sécheresse, dans la production fourragère, ou de salubrité des aliments. Il peut s'agir de comparer divers degrés de qualité lorsque nous essayons d'y voir clair dans des accords commerciaux. Dans les trois cas, nous avons besoin d'expertise indépendante. Avec la fermeture de Lacombe, nous perdons cette expertise, qui ne sera pas remplacée. Nous n'avons pas de programme scientifique sur les viandes pour évaluer la qualité des carcasses et les classer.

Donc oui, absolument, si nous voulons soutenir les producteurs en vue de la prochaine décennie, parce que les prix pourraient ne pas rester aussi élevés, nous avons besoin de ces ressources. Si nous voulons continuer de faire croître l'économie, nous devons maîtriser les aspects techniques, pour les accords commerciaux, entre autres, et quand il y a des problèmes liés à la salubrité des aliments, des rappels et ce genre de choses. C'est ce qui nous préoccupe le plus. On n'engage pas un chercheur au moment où il y a un problème, parce qu'on sera déjà en retard à ce moment-là.

John Barlow: Voilà. Vous essayez d'être proactifs et de vous concentrer sur la recherche et la science en amont. C'est logique.

Vous avez mentionné que le laboratoire de Lacombe est le seul à avoir un programme d'évaluation de la qualité et de classement de la viande au Canada, actuellement. D'autres témoins, dont des doyens d'universités agricoles canadiennes et des chercheurs chevronnés, nous ont dit que ces recherches ne pouvaient pas être transférées ailleurs. Ce n'est pas aussi facile que de déplacer A vers B, surtout pour déplacer ou transférer ces activités de recherche ailleurs. Ils ont également parlé de la fermeture de deux autres centres de recherche sur le bœuf.

Pouvez-vous nous parler des répercussions que la perte du centre de recherche de Lacombe aura sur l'industrie bovine? Est-il vrai que ces recherches et ces innovations ne se transfèrent pas facilement d'un endroit à l'autre?

● (1120)

Andrea Brocklebank: Absolument. Et on ne parle même pas de la recherche sur les cultures fourragères qui va s'arrêter à Lacombe. Le centre de recherche de Lacombe a le seul abattoir inspecté par le gouvernement fédéral dans l'Ouest canadien où nous pouvons faire de la recherche. Nos usines de transformation sont d'excellents partenaires, mais on ne peut pas faire de recherche dans leurs installations, surtout sur les questions liées à la salubrité des aliments. Nous avons besoin d'un abattoir indépendant inspecté par le gouvernement fédéral.

Le seul autre abattoir de recherche inspecté par le gouvernement fédéral se trouve à Guelph, mais il n'y a rien qui s'y fait. Si le centre de Lacombe ne peut pas rester ouvert, nous encourageons fortement le Canada à appuyer le développement du programme de Guelph pour qu'on puisse utiliser cet abattoir. Sans abattoir, il ne sera pas facile de faire de la recherche sur la qualité et le classement des carcasses.

Il en va de même pour la recherche sur la salubrité des aliments. Encore là, on ne veut pas que les agents pathogènes entrent directement dans nos usines de transformation, pour mener des recherches et apprendre à les maîtriser. Nous avons besoin d'installations indépendantes distinctes pour cela.

C'est une question d'expertise, mais c'est aussi qu'il faut disposer des installations nécessaires pour faire le travail. Nous savons que ces installations et ces infrastructures coûtent cher, mais elles sont importantes pour l'industrie. Ce n'est pas seulement pour le bœuf. Elles servent aussi pour le porc et les autres espèces d'élevage.

John Barlow: Merci, madame Brocklebank.

Mme Sunstrum a parlé de l'importance de l'infrastructure, d'une infrastructure moderne pour que la recherche agricole puisse avancer. Ce qui me frustre, c'est qu'AAC vient d'investir près de 4 millions de dollars dans les installations de Lacombe pour construire un entrepôt frigorifique biosécurisé. D'après ce que j'ai compris, près de 6 millions de dollars ont été investis à Scott dans l'infrastructure de ce centre de recherche, qui doit également fermer ses portes.

La Coalition canadienne de recherche sur le blé a publié aujourd'hui même un rapport selon lequel 80 % des champs de blé au Canada sont ensemencés avec des variétés produites par AAC chaque année. La Coalition s'inquiète des conséquences de ces compressions budgétaires sur l'avenir de la recherche au Canada.

Madame Sunstrum, il me reste environ 30 secondes. J'aimerais vous entendre brièvement sur le commentaire que vous avez fait au sujet de l'importance de l'infrastructure et du signal que la fermeture de sept centres de recherche au Canada envoie. Quelle incidence cela aura-t-il sur les producteurs canadiens?

Alison Sunstrum: En tant qu'investisseuse, je considère que nous ne tenons pas compte du rendement du capital investi dans notre agriculture. Ce que vous dites, monsieur Barlow, est tout à fait exact. Les producteurs cultivent les semences que nous produisons. Or, nous voyons notre moteur économique décliner, parce que nous cessons d'investir dans la recherche.

C'est vraiment une question de compétitivité. Nous ne pourrions pas reconstruire ce que nous perdons du jour au lendemain. Nous allons perdre des investissements générationnels dans la recherche. Cela va nous nuire sur le plan économique.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Chatel, pour six minutes.

[Français]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je souhaite la bienvenue aux témoins présents aujourd'hui.

Cette étude sur l'avenir de la science et de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire est très importante, parce que,

comme le premier ministre l'a dit à Davos, un pays qui ne nourrit pas sa population a peu d'options.

Nous allons partir de cette étude et intégrer cette discussion sur la science, la technologie et l'innovation dans l'étude du prochain partenariat stratégique entre les provinces et les territoires et le fédéral, au centre duquel nous aimerions, selon ce que nous entendons au Comité, avoir une vision claire de la science et de l'importance de ses retombées sur le secteur ainsi que sur notre sécurité et notre souveraineté alimentaire.

Monsieur McCann, j'ai vraiment aimé vos trois recommandations. J'ai lu votre rapport avec attention. J'aimerais aborder votre deuxième recommandation. Nous avons besoin d'améliorer notre partenariat non seulement entre les gouvernements, mais entre tous les acteurs de la chaîne et tous les secteurs. C'est sûr que la recherche est très régionale et locale en ce moment. Il faudrait l'étendre d'un océan à l'autre.

Est-ce que vous pouvez nous donner plus de détails là-dessus? Vous mentionnez entre autres, dans votre rapport, le modèle australien. J'aimerais bien entendre vos commentaires là-dessus.

• (1125)

Tyler McCann: Merci beaucoup de votre question.

On parle souvent du rôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, mais le ministère est loin d'être le seul acteur dans le système d'innovation et dans le système de recherche-développement.

On devrait encourager l'écosystème qui existe et réfléchir à ce système. C'est un écosystème qui inclut le secteur privé, les universités et les producteurs d'un océan à l'autre. Le problème que nous avons aujourd'hui, c'est que, bien que tous ces acteurs travaillent ensemble, il manque un réel esprit de collaboration. Le système est construit d'une manière qui n'encourage pas vraiment cette collaboration. Nous avons mené un sondage auprès des acteurs dans le système, et ils nous ont dit, dans ce sondage, qu'il y avait des règles existantes qui n'encourageaient pas la collaboration et qui allaient à l'encontre de la collaboration. Je crois que c'est une culture qui devrait changer. Je crois que l'Australie est un exemple de cette collaboration.

[Traduction]

Dans le secteur céréalier, en Australie, le modèle est tel que le secteur investit des contributions des agriculteurs et des redevances dans la recherche, puis que le gouvernement investit autant en contrepartie. Un plan de recherche a été dévoilé pour 2023-2028 dans le secteur céréalier australien, il y a quelques années, afin d'investir 1 milliard de dollars dans la recherche sur les grains. Il ne s'agit pas seulement d'argent public. Il y a de l'argent du gouvernement, de l'argent des producteurs, et tout l'écosystème travaille de concert à améliorer les rendements. Nous n'avons pas ce modèle de collaboration au Canada. Depuis trop longtemps, nos efforts en ce sens sont trop timides. Il faut prendre le temps de dire que nous travaillons ensemble.

Pour être honnête, ce qui se passe dans l'industrie bovine serait probablement un exemple à suivre, mais c'est l'exception, et non la règle. Les investissements du secteur privé et des producteurs ont augmenté de 600 %. Nous ne voyons pas la même chose dans les autres secteurs, et c'est en partie parce que je ne pense pas que le gouvernement soit un très bon partenaire pour encourager plus d'investissements dans le secteur.

Sophie Chatel: Dans le système canadien, où il y a les provinces, les territoires et le gouvernement fédéral, à quoi ressemblerait ce modèle — et nous l'avons, dans une certaine mesure, avec la grappe scientifique du bœuf — si nous voulions recommander quelque chose dans un rapport en vue du prochain partenariat stratégique avec les provinces?

Tyler McCann: Il y a des exemples d'approche nationale pour y arriver, et on le voit déjà dans une certaine mesure dans les grappes scientifiques d'aujourd'hui.

Pour revenir à l'industrie bovine, il y a un organisme de promotion et de recherche qui perçoit une partie des redevances, qui examine le continuum de la recherche et du développement jusqu'au développement des marchés, et qui suit un plan assez cohérent. Je pense que Mme Brocklebank pourrait vous en dire plus sur la stratégie de l'industrie bovine et sur la place de la recherche et du développement dans le portrait général.

L'un des problèmes est le suivant. On dit souvent que nous aurions besoin d'une économie canadienne unifiée. C'est une question de culture en agriculture comme dans bien d'autres domaines. Dans l'état actuel des choses, les producteurs de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba veulent tous que les mêmes recherches soient effectuées en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, plutôt que de se demander comment nous pourrions favoriser une approche plus nationale, parce que, oui, il y a des différences, mais il y a souvent des similitudes aussi.

Nous devons mieux réfléchir à nos investissements dans la recherche d'une perspective non pas provinciale, mais plutôt nationale. Il y a trop d'exemples où l'on voit que les producteurs provinciaux ne sont pas prêts à investir dans des initiatives nationales.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

Sophie Chatel: Je vais m'adresser à notre témoin de l'association des éleveurs de bovins de boucherie.

Auriez-vous un bon exemple à nous recommander de façon plus générale? Si vous manquez de temps, n'hésitez pas à soumettre votre réponse par écrit.

Andrea Brocklebank: Les grappes scientifiques fonctionnent. Le plus grand problème des grappes scientifiques à l'heure actuelle, c'est qu'elles sont sous-financées...

Le président: Je suis désolé. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Bloc et à M. Lemire, qui dispose de six minutes.

• (1130)

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Merci, monsieur le président.

Madame Sunstrum, je vais commencer par vous.

Dans votre témoignage, vous avez précisé notamment que la recherche publique était un fondement et que le secteur privé venait ensuite pousser et amener plus loin certains éléments.

Vous évoluez dans le domaine privé de la recherche. On a tendance à penser que le secteur privé se concentre d'abord et avant tout sur la création de produits à valeur commerciale. Croyez-vous que les retombées de la recherche fondamentale...

Est-ce que vous m'entendez?

[Traduction]

Alison Sunstrum: Oui, je vous entends.

[Français]

Sébastien Lemire: D'accord.

Quelles sont, selon vous, les retombées de la recherche fondamentale dans le secteur de l'agriculture?

À votre avis, pourquoi le gouvernement devrait-il continuer à investir dans des secteurs comme la santé des sols? Est-ce que le secteur privé peut jouer un rôle là-dedans?

[Traduction]

Alison Sunstrum: Absolument.

Nous faisons des comparaisons à l'heure actuelle. Prenons les Pays-Bas, un pays plus petit que la Nouvelle-Écosse. Nous savons que les Pays-Bas ont augmenté leurs exportations de produits agroalimentaires de façon remarquable. Ils sont bien plus concurrentiels que le Canada.

En ce qui concerne l'investissement dans la recherche, l'innovation est l'aboutissement de l'invention, de sa commercialisation et de son adoption. Au Canada, nous sommes très bons en matière d'invention, mais nous sommes très mauvais dans les deux derniers domaines.

Je pense qu'on peut attirer du financement privé lorsqu'il y a de solides investissements publics ou une invention sur laquelle tabler. Je ne peux vous dire à quel point la recherche et le développement peuvent propulser notre moteur économique. Compte tenu de l'ampleur des sommes investies, nous devons viser le triplé: nous avons besoin de recherche publique, à la base, puis il faut attirer les capitaux au Canada, parce que nous avons un régime réglementaire agile et un environnement qui peut stimuler l'investissement, comme je l'ai dit. Il s'agit de la plus grande occasion générationnelle pour le Canada.

[Français]

Sébastien Lemire: J'aime bien la cohérence de votre vision, effectivement.

Rickey Yada, le doyen de la Faculté des sciences de l'agriculture, de la vie et de l'environnement de l'Université de l'Alberta, indiquait que la perte des centres de recherche était dramatique. Il soulignait, à la fin de son témoignage, l'importance de créer une banque de données commune pour permettre aux chercheurs de mettre en commun leurs informations, afin de travailler ensemble plutôt que chacun dans son coin.

Est-ce que vous pensez que c'est une stratégie qu'il serait important de mettre en avant?

[Traduction]

Alison Sunstrum: Je pense que tout ce qui concerne les données et la connectivité virtuelle est très important, mais je crois qu'avec les outils qui existent aujourd'hui, avec l'intelligence artificielle, on peut travailler dans différents centres et faire preuve d'une grande créativité dans la communication des données. M. Yada a raison.

Je crois que nous sommes solides en intelligence artificielle, étant donné que les parrains et les grands-pères de l'intelligence artificielle sont à l'Université de Toronto, à l'Université de Montréal et à l'Université de l'Alberta. Nous devons prendre ce que nous investissons dans d'autres secteurs et l'intégrer à nos moteurs économiques.

[Français]

Sébastien Lemire: Monsieur McCann, j'aimerais aussi entendre votre avis sur l'importance d'avoir accès à des données ouvertes et multiples dans le domaine de l'agriculture.

Tyler McCann: C'est essentiel. Un des défis que nous avons aujourd'hui, c'est que nous n'avons pas vraiment un système qui fonctionne ensemble. Il y a des universités partout au pays, il y a des centres de recherche publics et privés, mais il n'existe pas vraiment de façon de travailler tous ensemble.

Je crois que ce n'est pas seulement le fait qu'on est en train de fermer des centres de recherche qui est problématique. C'est aussi la façon dont ils sont fermés. C'est le fait qu'il n'y a pas vraiment de plan pour les prochaines années. Une décision a été prise, et il y a une obligation d'agir et de trouver des solutions dans les prochaines semaines. Les répercussions auraient été moindres si le gouvernement nous avait dit que, dans les prochaines années, nous allions être dans l'obligation d'effectuer des réductions et de travailler ensemble. Toutefois, ce n'est pas de cette façon que la décision a été prise.

• (1135)

Sébastien Lemire: J'ai l'impression que le secteur privé a sa place dans la recherche, évidemment, mais que, comme je l'ai dit, la course aux profits est inévitable. Des secteurs comme la santé des sols, ou même la productivité biologique, m'apparaissent être plus difficiles à faire financer par le secteur privé.

Comment peut-on s'assurer que l'industrie privée est désireuse aussi d'améliorer nos connaissances dans le domaine biologique?

Tyler McCann: Il est essentiel de concevoir le système d'innovation comme un système. Dans certaines parties du système, un investissement public est obligatoire parce qu'il n'y a pas d'intérêt du secteur privé. Toutefois, dans d'autres parties du système, il y a vraiment un rôle pour le secteur privé aussi.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui, ça ne fonctionne pas vraiment comme il faut. À certains endroits, le secteur public est parfois en concurrence avec le secteur privé. Il y a aussi des endroits où il y a un manque d'investissement parce que le secteur public n'est pas en train d'y investir ou parce que le secteur privé n'y a pas d'intérêt.

On a besoin d'avoir une meilleure réflexion sur le système. Il faut bien comprendre que le secteur public et le secteur privé y ont des rôles qui sont bien différents.

[Traduction]

Le président: Merci.

Nous passons maintenant aux conservateurs pour cinq minutes.

Monsieur Bonk, c'est à vous.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Mes questions s'adressent aux représentants du Beef Cattle Research Council.

Jusqu'à présent, à ce comité, nous avons surtout examiné comment ces coupes dans nos centres de recherche agricole vont influencer le cadre de la recherche au Canada, de façon générale.

Est-il possible de préciser un peu ce qui sera touché? Quelle est l'incidence des recherches que vous menez sur les producteurs bovins canadiens et, par extension, sur le monde?

Je suis au courant du bon travail que vous faites sur les vaccins contre la tuberculose, par exemple. J'aimerais surtout que vous me parliez du travail que vous faites en génomique dans les parcs d'engraissement, sur le microbiome et la résistance aux antimicrobiens, ou des travaux prometteurs du Dr John Ellis sur les maladies respiratoires bovines.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur les raisons pour lesquelles cette recherche est si importante et sur les contraintes biologiques de la reproduction générationnelle du bétail, qui rendent cette recherche si importante qu'elle a besoin de stabilité pour se poursuivre?

Andrea Brocklebank: Eh bien, je pense que quelques personnes en ont déjà parlé. Il y a que la recherche est comme un pipeline, et que, bien honnêtement, il n'y a pas d'incitatif privé à y investir.

L'exemple de la production fourragère l'illustre très bien. Le secteur privé ne voit pas l'intérêt d'investir là-dedans, et pourtant, plus il y a de variétés fourragères, mieux on préserve les prairies, ce qui, au bout du compte, contribue au bien public, à la biodiversité, à la séquestration du carbone et à la résilience de nos producteurs en général. C'est un excellent exemple où nous constatons beaucoup de progrès.

Pour ce qui est de la santé animale et de la génétique, il est évident que les microbes, les maladies et toutes ces choses continuent d'évoluer, surtout dans une perspective mondiale. Nous devons poursuivre les recherches et évaluer le potentiel de vaccins et de mesures d'atténuation des risques. Ce n'est pas facile ni rapide. Il s'agit aussi d'avoir une bonne compréhension de base. Nous l'avons constaté en ce qui concerne les possibilités génomiques, mais aussi pour des choses comme les maladies respiratoires bovines, comme vous l'avez mentionné, dans les parcs d'engraissement et chez les éleveurs-naisseurs. Puis il y a les effets climatiques sur tout cela.

Il y a beaucoup de recherches qui se font aux États-Unis, mais nous devons nous assurer de leur pertinence pour le Canada. Qu'il s'agisse d'adopter leurs recherches et de travailler avec ces chercheurs ou de travailler de notre propre côté, nous devons comprendre la diversité des systèmes de production canadiens, à l'échelle du pays, surtout pour quelque chose comme la production de bœuf, parce qu'il y a non seulement une diversité de paysages climatiques, au Canada, mais aussi une diversité dans les parcs d'engraissement et chez les éleveurs-naisseurs...

Nous nous intéressons à beaucoup de choses. Nous étudions la santé animale, leur bien-être, les fourrages, les aliments pour animaux, la salubrité des aliments, la qualité du bœuf. Nous considérons qu'il ne s'agit pas de cibler un domaine plus qu'un autre, mais de gérer notre portefeuille d'investissement à long terme dans tous ces domaines. Nous dépendons beaucoup d'Agriculture Canada dans certains domaines, particulièrement en ce qui a trait au bien public, notamment pour le bien-être des animaux, la salubrité des aliments, la qualité, la production fourragère et les aliments pour animaux.

Steven Bonk: On pourrait aussi parler des travaux réalisés par le Dr John Basarab, par exemple, qui était à Lethbridge à l'époque, si je ne me trompe pas, sur l'efficacité des aliments pour le bétail et l'écart prévu dans la descendance, et les effets de tout cela sur l'industrie des bovins de boucherie.

Pourriez-vous quantifier un peu les gains financiers réalisés grâce à la recherche publique?

• (1140)

Andrea Brocklebank: Je vais laisser M. Bergen répondre à cette question, car il s'y connaît beaucoup mieux que moi en génomique.

Reynold Bergen (directeur scientifique, Beef Cattle Research Council): Tout cela s'inscrit beaucoup dans le continuum de la recherche. Toute amélioration de l'efficacité à la ferme, du côté animal, renvoie à la génétique, d'une manière ou d'une autre, et il faut des décennies pour voir l'effet concret des découvertes. John Basarab travaille beaucoup sur la génomique. Beaucoup d'autres chercheurs également, notamment dans le cadre de programmes d'Agriculture Canada qui ont été supprimés à Edmonton récemment.

Deux chercheurs d'Agriculture Canada à Edmonton se sont vu offrir des affectations à Lethbridge, ce qui est une bonne chose. Cette expertise a été préservée, mais il n'y a pas de troupeau de vaches à Lethbridge. Il sera très difficile pour eux de poursuivre leurs travaux sur l'amélioration génétique et l'efficacité alimentaire s'ils n'ont pas les ressources nécessaires pour travailler. Je ne sais pas comment cela va fonctionner. Il sera intéressant de voir quel sera le plan ou la stratégie.

L'un des éléments importants à mentionner ici, c'est que l'efficacité alimentaire est extrêmement importante dans tous les secteurs de l'industrie bovine — tant pour les élevages que pour les parcs d'engraissement — parce qu'elle permet de produire plus de bœuf avec moins d'aliments. C'est plus rentable. Lorsque les troupeaux sont plus efficaces, ils consomment moins de ressources. Il y a donc un avantage environnemental à cela également.

Steven Bonk: Très rapidement, sur le même sujet, pouvez-vous nous parler des répercussions financières de tout cela? Qu'est-ce que cela peut produire pour l'industrie canadienne du bétail?

Le président: Vous avez 15 secondes.

Alison Sunstrum: Monsieur Bergen, puis-je répondre à cette question, s'il vous plaît?

Reynold Bergen: Faites-vous plaisir.

Le président: Vous devez vous limiter à 15 secondes, si possible. Merci.

Alison Sunstrum: D'accord.

J'ai mis au point la technologie qui mesure l'apport alimentaire et l'efficacité alimentaire, en collaboration avec le Dr Basarab et plusieurs autres chercheurs de partout au pays. J'ai connu un « succès instantané » après 29 ans de recherche et développement.

Voici ce que cela signifie. Cela signifie que l'alimentation a été réduite de 12 %, que le méthane a...

Le président: Nous avons dépassé le temps imparti de 25 secondes. Je dois passer au prochain intervenant. Je suis désolé.

Nous passons maintenant à M. Connors, pour cinq minutes.

Paul Connors (Avalon, Lib.): M'entendez-vous?

Le président: Oui, c'est bon.

Paul Connors: Tout d'abord, je tiens à remercier les témoins d'être venus.

Ma première question s'adresse à Mme Sunstrum.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez soulevé trois questions, dont la troisième, sur le renouvellement et les leviers

stratégiques. Y aurait-il moyen, compte tenu de ces fermetures, d'en profiter pour restructurer la collaboration? Si oui, comment le gouvernement devrait-il travailler avec l'industrie pour renforcer la recherche et la science?

Alison Sunstrum: Je pense que nous entrons dans une ère où la science et la technologie profondes ont une influence déterminante dans toutes les facettes de l'agriculture. C'est quelque chose qu'il est très important de comprendre. Il s'agit d'accélérer la sélection des cultures et de tirer parti du microbiome, comme on l'a mentionné, et de la génomique à l'échelle de la population, qui peut influencer nos connaissances sur le comportement, la santé et le bien-être des animaux. Je pense que nous sommes en train de rater cette occasion, car on pourrait procéder à une restructuration. Nous devons savoir ce que nous perdons lorsque nous fermons ces centres.

Je m'excuse d'empiéter sur l'intervention de M. Bergen, mais je peux vous dire que je connais très bien — pour avoir interagi avec des chercheurs et mis sur pied une entreprise très prospère — les relations et les liens qui existent entre les producteurs, les agriculteurs et les chercheurs qui tentent de résoudre les problèmes sur le terrain. Nous n'avons pas réglé les problèmes. Chaque jour apporte son lot de nouveaux problèmes. C'est ce qu'il faut comprendre. Chaque jour, le changement climatique est l'un de nos plus grands défis. Chaque jour, nous faisons face à des défis qui ne peuvent être relevés qu'à l'aide de la science et de la technologie.

Les investisseurs le comprennent et je le comprends aussi. J'investis dans les sciences et les technologies profondes, qui permettent de trouver des solutions aux problèmes et de stimuler l'économie. Je dois continuer d'insister sur le fait qu'il faut saisir l'occasion qui s'offre à nous.

• (1145)

Paul Connors: Vous avez également parlé du temps nécessaire pour l'invention, la commercialisation et l'adoption. Vous nous avez dit que le Canada réussit très bien sur le plan de l'invention et de l'innovation, mais moins sur celui de la commercialisation et de l'adoption.

L'invention et l'innovation se font habituellement dans le cadre des recherches menées dans les centres de recherche. Qui devrait être responsable des étapes de la commercialisation et de l'adoption?

Alison Sunstrum: Nous devrions tous assumer cette responsabilité, tous les intervenants le long de la chaîne, mais la commercialisation est indéniablement stimulée par le soutien du gouvernement. Nous pourrions dépenser les mêmes montants qu'aujourd'hui et attirer des capitaux privés. Nous pourrions utiliser nos leviers politiques ou notre structure fiscale. Nous avons inventé avec très peu de moyens la même chose que d'autres pays beaucoup mieux équipés.

Nous utilisons le capital de manière très efficace. Il faut conserver cette efficacité, mais il faut aussi savoir s'adapter. Il faut attirer des capitaux et des partenaires. Le gouvernement est aux commandes. Si nous voulons lancer cette fusée, nous devons aller chercher de nouveaux capitaux et toujours connaître les ressources à notre disposition. Il ne s'agit pas de fermer des établissements. Comme je l'ai dit, il s'agit de perdre notre capital biologique.

Paul Connors: Je vous remercie.

J'aimerais maintenant poser une question à Mme Brocklebank.

Je n'ai pas beaucoup de temps, mais vous avez mentionné que les établissements de recherche universitaires et privés ne peuvent pas combler ces lacunes. Pouvez-vous m'en dire un peu plus à ce sujet?

Andrea Brocklebank: Ils pourraient certainement y parvenir s'ils disposaient des ressources adéquates. Nous savons qu'ils font face à des pressions financières importantes en ce moment, et ce n'est pas comme si, du jour au lendemain, ils pouvaient combler les lacunes que nous observons sans un financement gouvernemental adéquat pour soutenir certains de ces programmes. C'est très important.

Le financement à court terme pour recruter certains chercheurs est très différent d'un financement à long terme des programmes. Nous savons que nos universités éprouvent actuellement des difficultés financières. Si elles disposaient des ressources nécessaires pour assumer la responsabilité de certains de ces programmes, elles pourraient prendre le relais. C'est ce qu'il faut retenir.

Le président: La parole est maintenant au Bloc québécois pour deux minutes et demie.

Vous avez la parole, monsieur Lemire.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adressera aux représentants du Beef Cattle Research Council.

Je serais curieux de vous entendre parler de la réputation de l'industrie bovine. De nombreuses personnes, notamment celles qui font partie de mouvements végétaliens, affirment que l'industrie du bœuf est l'une des plus polluantes. La recherche m'apparaît donc fondamentale pour pouvoir améliorer la production et diminuer les répercussions environnementales, mais aussi pour présenter des données plus scientifiques dans ces débats qui sont souvent émotifs et qui, disons-le, ne visent pas nécessairement à être constructifs.

Comment la recherche peut-elle répondre aux préoccupations de l'industrie en ce qui concerne la réputation d'un secteur qui est névralgique pour notre économie, mais aussi pour les gens qui aiment manger du bœuf?

[Traduction]

Andrea Brocklebank: C'est une excellente question. Les lundis sans viande sont devenus un enjeu pour notre industrie, et pendant longtemps, on s'est beaucoup inquiété de la nécessité de réduire la consommation de bœuf. Il s'agissait pour la science, l'industrie et le gouvernement de générer, en partenariat, des données scientifiques pour évaluer notre empreinte environnementale, mais aussi de déterminer où nous pourrions la réduire à l'avenir et d'avoir les données scientifiques nécessaires pour déterminer quand elle serait réduite. Cela permet au public de se sentir plus à l'aise de consommer notre produit, mais aussi de comprendre comment nous pouvons poursuivre nos activités.

Cela nous permet de mesurer des choses qui sont moins visibles pour le public. Les prairies peuvent être remplacées par des cultures dans certaines régions, mais cela a une incidence négative sur la biodiversité et la séquestration du carbone. Si nous pouvons attribuer des valeurs à ces choses que nous pouvons communiquer au public et au gouvernement, les gens comprendront mieux pourquoi il est important de préserver les prairies. Il ne s'agit pas seulement des gaz à effet de serre, mais aussi d'autres compromis.

Enfin, le bien-être des animaux est un autre enjeu qui a une incidence sur la confiance du public et d'autres questions connexes. Il est très important pour nous de disposer de données scientifiques indépendantes. C'est ce que nous avons constaté grâce aux avantages de notre collaboration avec Agriculture Canada dans ces domaines, mais nous avons également observé un changement dans la confiance du public, qui comprend désormais qu'il y a d'autres raisons de consommer du bœuf, comme l'entretien des prairies et la préservation des écosystèmes au-delà de la production de bœuf. De nombreuses terres agricoles au Canada ne peuvent pas servir à la production agricole. Si nous pouvons les utiliser pour produire du bœuf et préserver des milieux sains, c'est là que nous concentrerons nos efforts, et la science peut réellement nous aider dans ce domaine.

• (1150)

[Français]

Sébastien Lemire: Merci beaucoup.

Mon temps de parole est écoulé, malheureusement.

Merci.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Nous entamons maintenant les séries de questions de quatre minutes.

La parole est à M. Barlow, des conservateurs. Il a quatre minutes.

John Barlow: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président, de m'accorder ce temps.

Je trouve intéressant que les questions des libéraux laissent entendre que les universités devraient prendre le relais des recherches perdues. La semaine dernière, nous avons entendu la doyenne de l'Université Dalhousie, ainsi que le doyen de l'Université de l'Alberta. Ils nous ont dit qu'ils n'avaient pas les ressources nécessaires et que leurs budgets avaient également été réduits. J'aurais aimé que cette consultation ait lieu avant la fermeture de ces centres de recherche. Si on estime qu'on peut les fermer en pensant que les universités reprendront ces recherches et que rien ne sera perdu, on se trompe lourdement.

Madame Sunstrum, je vais vous donner l'occasion de terminer votre réponse à une question qui vous a été posée plus tôt, mais j'aimerais d'abord présenter un exemple à titre de préambule.

L'automne dernier, le gouvernement libéral a publié de nouveaux règlements sur la réduction des émissions de méthane. Je crois comprendre que le centre de recherche de Nappan menait des recherches approfondies et novatrices sur de nouveaux aliments et fourrages, notamment des algues pour nourrir le bétail, afin de réduire les émissions de méthane. Ne serait-il pas logique d'encourager ce type de recherche plutôt que d'y mettre fin?

Vous avez parlé de l'impact économique qu'auront ces fermes. Vous avez donné l'exemple des aliments pour le bétail. J'aimerais donc vous donner l'occasion de terminer votre réponse à cette question.

Alison Sunstrum: Je vous remercie.

Ce que nous avons appris grâce à la recherche... Le centre de Nappan était l'un des endroits où ma technologie avait été installée. J'aimerais vous donner une petite idée de ce dont il s'agit. Les producteurs de trois provinces maritimes ont collaboré pour installer ces technologies, puis pour travailler avec des scientifiques de tout le pays. Je pense que nous avons partout des exemples de partenariats public-privé. La recherche sur l'efficacité alimentaire est probablement l'un de nos exemples de partenariats les plus productifs. Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie a participé activement à ces efforts. C'est l'une de nos initiatives les plus réussies.

Je vais vous parler d'exemples de réductions simples qui ne sont pas des réductions scientifiques, mais une réduction de la consommation alimentaire. Nous avons constaté que les bovins à haut rendement énergétique permettent de réduire la quantité de fumier et les émissions de méthane et qu'ils semblent être en meilleure santé. Ce ne sont pas nécessairement des hypothèses de recherche, mais grâce au processus de recherche mené au Canada, ces bovins à haut rendement énergétique et cette méthode de sélection se sont répandus dans tous les troupeaux. Nous en sommes maintenant à plusieurs générations, et cela a un effet cumulatif. Des chercheurs de différentes universités ont participé à ce projet. C'est une grande réussite canadienne.

Nous avons également élaboré les premiers protocoles de compensation des émissions de carbone. Je dirais que le travail difficile a été effectué dans le cadre de la recherche fondamentale, mais nous avons vu ces efforts se multiplier à l'échelle du pays.

John Barlow: Je vous remercie beaucoup.

Je vais céder le reste de mon temps à M. Epp.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): J'aimerais poser mes premières questions à M. McCann.

J'ai été intrigué par votre commentaire selon lequel vous avez souvent l'impression qu'il y a un écosystème au Canada auquel tous les intervenants participent. Comment, selon vous, cet écosystème pourrait-il étoffer la recherche plus ésotérique ou fondamentale — peu importe le terme que vous voulez utiliser — par rapport à la recherche appliquée? En quoi les différentes responsabilités des intervenants s'appliqueraient-elles différemment à ces deux types de recherche?

Tyler McCann: La première chose à faire, et c'est souvent difficile au Canada, c'est de réunir tout le monde dans la même pièce, afin qu'ils puissent concerter leurs efforts pour trouver un juste équilibre.

Je pense que la plupart des gens, en particulier ceux qui comprennent le continuum de l'innovation, comprennent qu'il est nécessaire que ces travaux s'effectuent d'un bout à l'autre du spectre, afin de trouver un juste équilibre entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée à l'autre bout, et enfin la commercialisation. D'abord et avant tout, il s'agit de créer un espace et les conditions nécessaires dans lesquelles il est possible de dépenser et d'investir davantage.

J'aimerais très brièvement revenir sur un commentaire formulé tout par Mme Brocklebank.

Le problème avec les grappes scientifiques de nos jours, c'est qu'elles sont sous-financées. À titre de comparaison, j'ai parlé d'un investissement d'un milliard de dollars dans l'industrie céréalière en Australie. Par contre, la grappe canadienne de recherche sur le blé investit 20 millions de dollars sur cinq ans. C'est un peu comme

comparer des pommes et des oranges, mais l'échelle est complètement différente entre les deux.

Si on met de l'argent sur la table et qu'on réunit des intervenants dans la même pièce, ils trouveront une solution.

Dave Epp: Je reviendrai sur ces points au cours de la prochaine heure.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Dandurand. Elle a quatre minutes.

• (1155)

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Je remercie beaucoup tous les témoins pour leurs témoignages très pertinents.

[Traduction]

J'aimerais d'abord m'adresser à Mme Brocklebank.

Je vous remercie d'être ici et de parler de l'importance du fourrage pour les industries bovine et laitière. Je sais que votre organisme est très actif dans ce domaine.

J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus sur la façon dont la recherche fonctionne actuellement entre le gouvernement et votre organisme. Avez-vous atteint un équilibre? Quels types de programmes existent actuellement? Et surtout, comment pouvons-nous améliorer ce qui existe déjà?

Andrea Brocklebank: Je vais profiter de l'occasion pour parler de la grappe, car elle a été mentionnée à quelques reprises.

Avant la grappe, nous financions des projets, ou Agriculture Canada ou une province s'en chargeait. Il s'agissait de petits projets qui comptaient quelques chercheurs et une collaboration limitée. La grappe nous a permis de créer des réseaux, comme nous l'avons fait pour la surveillance des antimicrobiens. Nous avons également créé un réseau pour la production fourragère dans lequel des chercheurs de partout au pays ont travaillé ensemble sur la sélection fourragère. Cela a créé un modèle dans lequel nous pouvions collaborer avec Agriculture Canada et les universités. L'industrie pouvait investir, tout comme Agriculture Canada. Nous avons certainement fait face à quelques obstacles en ce qui concerne la grappe — nous pourrions en parler pendant des jours —, mais dans l'ensemble, elle a permis de bâtir ce réseau.

Le modèle était intéressant, car l'industrie pouvait investir et le gouvernement aussi. Nous avons donc augmenté nos investissements, car nous pouvions voir que cela en valait la peine. Nous avons également été en mesure d'accorder des prolongations. Cependant, ce modèle est maintenant sous-financé et il a atteint sa limite. Le gouvernement a commencé à être très prescriptif quant aux priorités qui pouvaient être financées dans le cadre du modèle, afin de réduire le nombre de demandes. Il a commencé à imposer des restrictions sans toujours tenir compte des priorités de l'industrie. C'est à ce moment-là que les problèmes ont commencé.

Je vais être honnête avec vous. Le programme pourrait fonctionner, mais à l'heure actuelle, les restrictions limitent son potentiel. Nous avons de nombreux exemples où des recherches très isolées et cloisonnées sont devenues des collaborations qui ont permis non seulement de réduire les chevauchements, mais aussi d'améliorer l'efficacité tout en accélérant la mobilisation des ressources en raison de l'accès à une équipe et à la participation de l'industrie. Notre rôle, dans de nombreux cas, est d'intervenir lorsque le secteur privé n'est pas intéressé, par exemple dans le cas des nouvelles pratiques en matière de gestion des pâturages. C'est le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie qui fournit maintenant ces ressources de vulgarisation et qui s'assure qu'elles sont distribuées aux intervenants du secteur. Ces modèles ont également contribué à cette évolution.

Pour revenir aux points soulevés précédemment, qu'il s'agisse de grappes ou non, il y a un fondement solide sur lequel nous pourrions nous appuyer.

Marianne Dandurand: Je vous remercie beaucoup. Votre réponse était très pertinente.

J'aimerais maintenant m'adresser à Mme Sunstrum.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé des talents et de leur préservation. Je crois comprendre que l'intelligence artificielle a beaucoup de potentiel, mais je ne pense pas qu'elle puisse remplacer les gens.

Quel rôle la politique fédérale devrait-elle jouer pour renforcer les talents dans l'agriculture de pointe?

Alison Sunstrum: Je pense qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada et d'autres organismes ont un grand rôle à jouer à cet égard.

Vous avez soulevé la question de l'intelligence artificielle. L'intelligence artificielle fait désormais partie intégrante de l'infrastructure. Elle permet de repousser plus rapidement les limites en repérant plus tôt les pistes prometteuses. Les découvertes scientifiques sont maintenant effectuées de 2 à 10 fois plus vite dans de nombreux domaines.

Nous devons comprendre que nous avons déjà une population très qualifiée et talentueuse. Nous avons une expertise scientifique approfondie, mais nous pourrions l'accroître. Nous devons attirer davantage de talents. Le secteur agricole intègre maintenant la science et la technologie plus que jamais auparavant. Il faut perfectionner les compétences sur l'exploitation agricole et dans les activités de transformation, afin de mettre au point de nouveaux aliments novateurs que nous pourrions commercialiser pour apporter une valeur ajoutée à nos cultures.

Le président: Je vous remercie beaucoup. Vous avez utilisé quatre minutes et demie.

Je tiens à remercier les témoins d'avoir comparu aujourd'hui. Vos témoignages étaient très instructifs. Nous vous remercions de nous avoir fait profiter de votre expertise. C'était très intéressant.

Nous allons suspendre la séance pendant cinq minutes pour nous préparer à accueillir le prochain groupe de témoins.

• (1155) _____ (Pause) _____

• (1210)

Le président: La séance reprend.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention de nos nouveaux témoins.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre que je vous nomme ou qu'un membre du Comité vous pose directement une question. Pour ceux qui participent par téléconférence, veuillez cliquer sur l'icône du microphone pour l'activer et veuillez vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal approprié pour l'interprétation, soit le parquet, l'anglais ou le français. Pour ceux qui sont dans la salle, veuillez utiliser l'oreillette et sélectionner le canal souhaité.

Je rappelle à tous les membres du Comité de placer leur oreillette sur la table, loin de tout appareil électronique, lorsqu'ils ne l'utilisent pas. Cela permet de prévenir les interférences et de réduire le risque de choc acoustique pour la sécurité de nos interprètes.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, le Comité reprend son étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture de centres de recherche.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous accueillons aujourd'hui Mme Hibbs, mairesse de la ville de Lacombe. Merci, madame la mairesse, d'être parmi nous aujourd'hui. Nous vous en sommes reconnaissants.

Nous accueillons également M. John Ireland. De plus, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, nous accueillons Patrick St-Georges et Sébastien Paquette.

Nous vous entendrons en premier, madame la mairesse. Vous avez cinq minutes.

Thalia Hibbs (maïresse, Ville de Lacombe): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui en tant que mairesse de Lacombe.

Je ne suis pas ici pour répéter les témoignages précédents, mais pour les mettre davantage en contexte et, au bout du compte, de mandier une réponse mesurée, responsable et proportionnelle.

La fermeture du Centre de recherche et de développement, ou CDR, de Lacombe créera un choc économique et social dans ma collectivité de 15 000 personnes. Le CDR est l'un de nos plus grands employeurs. Lacombe perdra des familles qui contribuent à la richesse de la communauté, des scientifiques partiront, des équipes techniques et des postes opérationnels et saisonniers sur le terrain disparaîtront, et des possibilités d'emploi dans le domaine scientifique, essentielles pour les étudiants locaux, s'évaporeront. Les scientifiques internationaux en visite, les collaborateurs industriels et les missions commerciales qui fréquentaient notre installation de classe mondiale et notre communauté disparaîtront également. La perte de ces occasions de formation et de collaboration aura des répercussions négatives sur l'ensemble des réseaux de recherche nationaux.

De plus, il y a un effet domino sur les entreprises locales. La suppression des achats locaux importants effectués par le Centre et la réduction de la contribution économique des anciens employés entraîneront une baisse des activités économiques. Le marché immobilier connaîtra un ralentissement et une partie de la population quittera la région, deux phénomènes difficiles à absorber pour un petit centre urbain. L'annonce de la fermeture a également fait craindre que le site ne devienne une friche industrielle, et je n'ai entendu parler d'aucun plan à ce sujet.

L'enjeu dépasse notre collectivité. Il dépasse notre province. C'est un enjeu national. Depuis 119 ans, les Canadiens investissent dans la construction de l'un des écosystèmes de recherche agricole les plus intégrés au pays. Le site de Lacombe n'est pas n'importe quel laboratoire; c'est un centre de recherche fédéral à cycle complet, qui regroupe sur un seul site le développement des sols et du fourrage, la génétique du bétail, la transformation inspectée par le gouvernement fédéral et l'analyse des carcasses.

Peu d'installations au Canada combinent ce niveau d'intégration de toute la chaîne de valeur agricole. Cette intégration est importante. Une fois perturbée, elle ne peut pas être relancée. La génétique multigénérationnelle du bétail ne peut pas être reconstruite en un cycle budgétaire. Les essais à long terme sur les sols et les cultures ne peuvent pas être recréés une fois interrompus. Les équipes de recherche formées au fil des décennies ne peuvent pas être reconstituées une fois dispersées. Si le Centre est démantelé, les pertes seront permanentes.

Ce centre de recherche occupe environ 2 000 acres et fait partie intégrante de notre collectivité. Il borde des quartiers résidentiels. Il ne s'agit pas d'une installation isolée, à la périphérie du Canada. Il est ancré physiquement et économiquement dans la ville de Lacombe. Le Centre lui-même emploie 112 personnes, dont 22 chercheurs, et est à l'origine d'une multitude de partenariats avec Western Crop Innovations, le Lakeland College, l'Université de l'Alberta et des groupes de producteurs de l'Ouest canadien.

Cet écosystème intellectuel ne peut pas être déplacé sans conséquence. Les centres de recherche des Prairies ne sont pas interchangeables. Nos conditions environnementales sont uniques par rapport à celles d'autres sites.

La recherche à Lacombe a donné lieu à des avancées significatives, grâce aux installations intégrées de la ferme à l'assiette, dans les domaines de la qualité, de la salubrité, de la durabilité et de la transformation novatrice de la viande, tout en étant en mesure de répondre aux crises du secteur, le tout au cœur de la région de la production bovine canadienne. La fermeture du centre de Lacombe éliminera l'acteur principal qui permet au bœuf, au porc et à l'agneau canadiens de rester compétitifs à l'échelle mondiale. Les progrès dans le domaine de la science de la viande, notamment l'IA, la robotique et l'imagerie avancée, seront suspendus. Plus grave encore, la vulnérabilité face aux menaces futures sera accrue.

Nous ne nous opposons pas aux objectifs budgétaires du gouvernement. Nous comprenons que des décisions difficiles doivent être prises. Ce que nous demandons, c'est une diligence raisonnable en matière financière. Nous demandons que ces biens fédéraux fassent l'objet d'une évaluation complète du cycle de vie avant leur aliénation.

Plus précisément, nous demandons une période de validation structurée de 12 à 18 mois dans le calendrier de fermeture, sans financement additionnel, afin de répertorier les actifs de recherche, le

matériel génétique et les essais à long terme; d'évaluer les mesures de séquençage et de protection pour prévenir les pertes irréversibles; et de publier une analyse coûts-avantages transparente et propre au site comparant les économies à court terme et l'effet national à long terme. Une pause ne coûte pas grand-chose; une erreur coûte plus d'un siècle d'investissement public.

Le Comité a entendu des témoignages selon lesquels la recherche agricole au Canada offre l'un des meilleurs rendements sur l'investissement public et représente une part importante de notre PIB. Si même une fraction de cette valeur est mise en péril, les économies projetées découlant de la fermeture doivent être examinées avec soin et transparence.

Les économies à court terme se font-elles au détriment d'un risque important de perte à long terme? La compétitivité agricole, la résilience aux maladies et la réputation du Canada en matière d'exportation sont des préoccupations nationales, et non municipales. Si nous nous trompons, une période de validation le confirmera. Si nous avons raison, cela évitera des pertes irréversibles.

Mesdames et messieurs les membres du Comité, vous étudiez actuellement les répercussions de ces fermetures. Nous demandons respectueusement que les mesures irréversibles ne soient pas finalisées avant que votre travail ne soit terminé. Demandez une pause, validez, puis décidez.

• (1215)

Merci. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Ireland, pour cinq minutes.

John Ireland (préfet, Comté de Lacombe): Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de votre invitation à prendre la parole ici aujourd'hui. Je m'appelle John Ireland. Je suis agriculteur, mais je suis aussi préfet du comté de Lacombe, une municipalité de 3 000 kilomètres carrés, où 98 % des terres sont zonées agricoles.

À Lacombe, l'agriculture n'est pas seulement une activité économique, c'est notre identité. Au cœur de cette identité se trouve le Centre de recherche et de développement de Lacombe. Depuis plus de 119 ans, le Centre est un moteur d'innovation. Il gère 17 quarts de section de terre, avec des données essentielles sur les sols et les cultures qui ne peuvent tout simplement pas être reproduites ou déplacées. Cependant, je ne suis pas ici aujourd'hui pour parler du passé. Je suis ici pour parler de l'avenir.

Les défis auxquels font face les agriculteurs du centre de l'Alberta aujourd'hui sont plus complexes qu'ils ne l'ont jamais été au cours du dernier siècle. Nous sommes confrontés à des conditions climatiques extrêmes. Il y a 30 ans, l'une de nos plus grandes craintes était le gel du mois d'août. Aujourd'hui, nous avons gagné près de 23 jours sans gel pour notre saison de croissance. Bien que cela permette des cultures à plus haut rendement et à plus longue saison, cela entraîne également l'apparition de nouvelles mauvaises herbes, de nouveaux agents pathogènes et un besoin urgent de variétés résistantes à la sécheresse. À mesure que les précipitations deviennent plus imprévisibles, nous sommes presque tous passés au travail minimal du sol pour conserver chaque goutte d'humidité.

Ces changements nécessitent une recherche en temps réel et propre à chaque région. On ne peut pas gérer une ferme à Lacombe en utilisant des données recueillies ailleurs au pays, même dans le sud de l'Alberta. Même si nous sommes dans la même province, les climats, les profils de sol et les niveaux d'humidité sont très différents. S'en remettre à une seule station du sud pour desservir toute la province, c'est comme demander à un médecin de diagnostiquer un patient qu'il n'a jamais rencontré en se basant sur des résultats provenant d'une personne qui se trouve à quatre heures de route.

Pour demeurer de calibre mondial, nous devons tenir compte de trois réalités incontournables.

Il y a d'abord la réalité économique. Nous savons que chaque dollar investi dans la recherche agricole rapporte jusqu'à 63 \$. Dans quel autre secteur envisagerait-on de supprimer un programme qui offre un rendement du capital investi de 6 000 %? Le fait de renoncer à la recherche et au développement dans un secteur qui contribue de façon si importante au PIB du Canada ne permet pas de réaliser des gains d'efficacité; c'est faire preuve de myopie.

Il y a ensuite la réalité géopolitique. En tant qu'agriculteur, je peux m'adapter à la météo, mais je suis démuni face à la politique mondiale. Les producteurs agricoles ont été utilisés comme des pions dans les différends commerciaux, comme le récent embargo sur le canola. Lorsque des droits de douane et des sanctions sont imposés, notre seule défense est la qualité et l'efficacité supérieures de notre produit. Cet avantage concurrentiel s'acquiert exclusivement grâce à des efforts soutenus en matière de recherche et développement publics.

Troisièmement, la réalité de la science objective. Le secteur privé a un rôle à jouer, mais la recherche d'AAC est unique parce qu'elle est empirique et objective. Elle n'est pas liée à un plan de commercialisation d'entreprise ou à un ensemble particulier de semences et de produits chimiques. La recherche publique donne aux agriculteurs la confiance nécessaire pour adopter de nouvelles pratiques, car les données sont axées sur le succès du producteur, et non sur le dividende d'un actionnaire.

En conclusion, l'agriculture sera toujours là dans dix ans, quelles que soient les décisions budgétaires. La question que le Comité doit se poser est la suivante: à quoi ressemblera le secteur? Sera-t-il un chef de file vigoureux et novateur qui nourrit le monde, ou sera-t-il un secteur à la merci des concurrents mondiaux?

La recherche agricole exige une vision sur 20 ans. Elle ne devrait pas être soumise à un mandat politique de quatre ans. J'exhorte le Comité à reconnaître que le centre de recherche de Lacombe est plus qu'un ensemble de bâtiments. C'est un élément essentiel de l'infrastructure économique et de sécurité alimentaire du Canada, qui nous permet de nous tailler une place sur la scène mondiale.

Merci. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

• (1220)

Le président: Merci, monsieur.

Nous passons maintenant à l'Alliance de la fonction publique du Canada.

Je crois que vous partagez votre temps. Bienvenue.

Patrick St-Georges (premier vice-président exécutif national, Syndicat de l'Agriculture, Alliance de la fonction publique du Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je m'appelle Patrick St-Georges. Je suis le pre-

mier vice-président exécutif national du Syndicat de l'agriculture. Nous représentons environ 2 500 employés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ou AAC, à travers le pays.

Nous pensons que les récentes coupes budgétaires imposées à AAC auront de graves conséquences négatives pour l'agriculture canadienne pendant des décennies. Nos 494 membres touchés occupent des postes de techniciens de laboratoire et de serre, d'agents d'entretien des terrains et des installations, d'administrateurs, et d'autres fonctions essentielles au soutien des agriculteurs canadiens, à l'innovation agricole et à la recherche.

Parmi les fermetures proposées, celle du Centre de recherche et développement du Québec, ainsi que de son sous-centre à Saint-Augustin, se distingue comme une décision aux conséquences profondes et très préoccupantes. Ce centre est l'un des rares pôles de recherche fédéraux qui se consacre explicitement à la compréhension des systèmes agricoles dans les climats froids et humides. Les recherches menées au centre du Québec soutiennent directement l'agriculture dans ces environnements en mettant l'accent sur la productivité, la durabilité et la performance environnementale.

La recherche dans les agroécosystèmes froids et humides repose sur des essais à long terme, des espèces fourragères spécifiques à la région et des décennies de données scientifiques accumulées. Lorsque le gouvernement fédéral ferme un site comme celui-ci, ce patrimoine de recherche n'est pas transférable.

Le mandat du CRD de Québec comprend le développement de systèmes fourragers pérennes conçus pour améliorer la performance environnementale tout en maintenant ou en améliorant la productivité, un travail essentiel pour réduire les émissions, améliorer la santé des sols et soutenir une agriculture à faibles intrants. La fermeture du CRD de Québec entravera l'innovation dans le secteur bovin, affaiblira notre capacité de recherche sur le fourrage et supprimera un pilier de l'expertise scientifique en matière d'agriculture dans les régions froides et humides.

Nous demandons au gouvernement de reconsidérer ses compressions budgétaires à AAC avant que les dommages causés aux agriculteurs canadiens, à l'économie canadienne et à notre environnement ne deviennent irréversibles.

Merci.

[Français]

Sébastien Paquette (vice-président exécutif régional - Québec, Alliance de la fonction publique du Canada): Bonjour. Je suis Sébastien Paquette et je représente l'Alliance de la fonction publique du Canada au Québec.

Pour nous, ces décisions récentes ne semblent suivre aucune logique. Il y a eu de gros investissements durant les 10 dernières années pour remettre à neuf l'équipement au centre de recherche de Québec. Certaines rénovations ne sont pas encore terminées. Lorsqu'on a rencontré les employés pour leur annoncer la triste nouvelle, il y avait des travaux de rénovation qui se poursuivaient dans des pièces voisines. Ces rénovations constituaient une bonne décision, un investissement à long terme. Il faut maintenant le faire fructifier.

Ce centre menait plusieurs partenariats avec les universités Laval et McGill. Ce sont donc deux fleurons universitaires québécois qui sont touchés. Cette fermeture nuira à la formation de nombreux étudiants du secteur agricole. Nos agriculteurs ont besoin des résultats de ces recherches, sans quoi les fermes canadiennes vont devenir moins rentables, ce qui va inciter leurs propriétaires à cesser leur exploitation.

À l'opposé, le coût du panier d'épicerie va connaître des augmentations considérables. Dans le rapport « Canada: perspective des principales grandes cultures » publié par Agriculture et Agroalimentaire Canada le 17 décembre 2025, on mentionne ceci: « L'augmentation de la production est principalement attribuable à l'amélioration des rendements, car la superficie totale récoltée n'a pratiquement pas changé. »

Je crois que c'est la voie dans laquelle nous devrions poursuivre si nous voulons aider notre population. Compte tenu du climat géopolitique actuel, nous devons être capables d'optimiser notre agriculture pour subvenir aux besoins du Canada et, ultimement, exporter nos produits agricoles. Il en va de notre sécurité alimentaire et économique.

Merci.

• (1225)

[Traduction]

Le président: Merci à nos témoins.

Nous allons passer aux conservateurs pour six minutes, en commençant par M. Calkins.

Je vous souhaite de nouveau la bienvenue au Comité.

Blaine Calkins (Ponoka—Didsbury, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins, et merci à mes voisins et amis qui sont ici aujourd'hui.

Je vais commencer par vous poser des questions à tous les deux.

Monsieur Ireland, je vais d'abord me tourner vers vous. Pourriez-vous nous parler un peu de l'ampleur de l'agriculture dans le comté de Lacombe, où je suis né et j'ai grandi, et dont 98 % sont zonés agricoles?

John Ireland: C'est un secteur d'agriculture très intensive. Le secteur laitier en est un élément important. C'est une grande région productrice de cultures, d'aliments pour animaux fourragers et pour l'industrie laitière en particulier. Les zones des sols noirs sont essentielles à la productivité de notre région. En général — pas au cours des deux ou trois dernières années, mais en général —, nous avons amplement de pluie pour produire des récoltes exceptionnelles.

Blaine Calkins: Serait-il juste de dire que nous avons pratiquement tout ce que l'Alberta peut offrir, à l'exception peut-être de la betterave à sucre, qui est davantage une culture du Sud? Il y a tout le segment des exploitations d'élevage intensif avec gestion de l'offre, comme les producteurs laitiers, les producteurs de poulet et les producteurs d'œufs, et il y a des producteurs de porc, de bœuf et toute la viande rouge. De plus, presque tous les grains et oléagineux qui peuvent être cultivés au Canada le sont aussi dans le comté de Lacombe. Diriez-vous que c'est vrai?

John Ireland: Je dirais que oui.

Blaine Calkins: Ce n'est pas unique à votre comté. C'est la même chose pour le comté de Ponoka, le comté de Red Deer et pratiquement tous les comtés qui se trouvent dans la région des sols noirs de Parkland en Alberta.

John Ireland: Oui, c'est la même chose pour tous ces comtés.

Blaine Calkins: Savez-vous s'il y a d'autres sites de recherche du gouvernement du Canada dans cette zone des sols noirs?

John Ireland: Je n'en connais pas.

Blaine Calkins: Moi non plus.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné les difficultés que notre région a rencontrées au cours des dernières années en ce qui concerne l'humidité. Nous sommes déjà passés par là. Le gouvernement a essayé de mettre en place des taxes sur le carbone pour l'industrie et les consommateurs. Il ne semble pas être en mesure de modifier la météo.

Quels sont les avantages de la station de recherche de Lacombe en matière d'adaptation à la variabilité climatique et à certaines des contraintes auxquelles nos agriculteurs sont confrontés?

John Ireland: Quelle que soit la cause ou la raison de l'absence d'humidité, nous devons nous adapter et produire des variétés qui ne nécessitent pas le même niveau annuel de précipitations.

Blaine Calkins: Si nous perdons la capacité de le faire dans la région des sols noirs et que ce problème perdure, quelles seront les conséquences pour les producteurs non seulement dans le comté de Lacombe, mais pratiquement partout dans le centre et le nord de l'Alberta?

John Ireland: Il y aura une réduction importante de la production.

Blaine Calkins: Monsieur Hibbs, vous avez parlé du tissu social de la collectivité de Lacombe. Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez ajouter?

Je sais que vous avez mis sur pied un groupe de travail avec de nombreux autres acteurs clés de la collectivité. Est-ce que les gens de la station de recherche elle-même peuvent y participer, ou est-ce que toutes vos interactions sont indirectes?

Thalia Hibbs: Malheureusement, nous sommes dans une position délicate, parce que nous plaçons en faveur d'un établissement avec lequel nous ne pouvons pas communiquer directement. La station de recherche est tellement intégrée à notre communauté. Lacombe lui doit d'ailleurs une partie de son existence. Nous y sommes tous liés par des expériences et des relations. Des employés sont des entraîneurs de hockey dans notre communauté. Leurs conjoints sont peut-être propriétaires d'entreprises. Étant donnée la petite taille de notre collectivité, elle est tissée serrée. Nous sommes reconnaissants des bienfaits apportés par le Centre.

J'ai eu le plaisir de le visiter relativement récemment, au cours des deux dernières années. Cela m'a ouvert les yeux. Je ne suis pas scientifique, et je vis évidemment en ville, alors je ne suis pas agriculteur, mais c'était très révélateur de voir le travail qui se fait là-bas. On peut voir en quoi il profite à notre région, ainsi qu'à tout le pays.

La santé sociale et économique de l'ensemble de la région, qui comprend le comté, a un effet sur nous en tant que plaque tournante économique, et vice versa. Les répercussions de la fermeture du Centre sont difficiles à quantifier. On ne les comprendra réellement que quand il sera trop tard et que tout sera terminé. Il faut vraiment que cette décision soit annulée.

• (1230)

Blaine Calkins: Merci.

Je reviens à vous, monsieur Ireland.

Vous avez parlé de la proposition actuelle de transférer une poignée de scientifiques au centre de Lethbridge. Je ne pense pas qu'il ait été question qu'ils amènent avec eux leur personnel technique et leurs équipes techniques. Vous et moi sommes des Albertains depuis assez longtemps pour connaître la différence entre le centre de Lacombe et celui de Lethbridge. Nous n'avons rien contre le centre de Lethbridge. C'est une composante essentielle de notre communauté agricole dans le Sud de l'Alberta, la région des Prairies.

Diriez-vous que la fermeture du centre à Lacombe crée un risque? Pourriez-vous nous parler de la différence de productivité entre la région du centre de l'Alberta et celle des Prairies?

John Ireland: Comme je l'ai mentionné plus tôt, la région du centre de l'Alberta reçoit généralement beaucoup de pluie. Grâce au centre de Lethbridge, ils peuvent produire de très bonnes récoltes dans le Sud, mais sur des terres irriguées, ce qui revient à comparer des pommes et des oranges avec nous, dans le comté de Lacombe. Sans les recherches actuelles et pertinentes qui sont menées sur les sols noirs dans notre climat, nous arriverions à produire des cultures, mais en quantité beaucoup moindre.

Blaine Calkins: Pouvez-vous nous parler de la nature des relations entre le centre de recherche et les organismes locaux de producteurs, et du type de recherche qu'on mène au centre. Il ne s'agit pas de recherches ésotériques, mais bien de recherche appliquée. C'est une recherche productive, qui vise à amener nos produits à croître plus facilement, à être plus résistants et à donner un meilleur rendement, afin d'en acheminer davantage vers les marchés. C'est essentiel pour protéger les marges bénéficiaires.

Vous êtes un agriculteur, monsieur. Qu'arrive-t-il à vos marges si vous n'êtes plus concurrentiels?

John Ireland: C'est exact.

Je pourrais peut-être vous donner un aperçu du rôle direct que joue le centre de recherche pour moi. J'assiste aux journées champêtres et j'inspecte visuellement les nouvelles variétés qui arrivent sur le marché. Je cherche des variétés qui sont résistantes à la verse et résistantes aux agents pathogènes d'origine naturelle. Puis j'examine les données des essais qui sont publiées: la précocité de maturation, le poids spécifique, le poids de 1 000 grains et le potentiel de rendement relatif par rapport à d'autres variétés.

C'est ainsi que je prépare mon plan d'ensemencement. J'achète ensuite mes semences auprès d'un producteur local, dont Mme Oatway, qui a témoigné il y a quelques jours. Sa famille procède à la multiplication des nouvelles semences que j'achète, et je sème mes graines dans la même zone des sols noirs. J'y ajoute un peu d'expertise et beaucoup d'espoir, et je récolte généralement un produit de grande qualité que je vends ou vends sous contrat à Rahr Malting, qui se trouve également dans le comté de Lacombe. L'entreprise prend ensuite mon produit de base en vrac, y ajoute de la va-

leur — à hauteur de 140 000 tonnes métriques par année — et l'exporte en grande partie aux États-Unis.

Quand on regarde la progression...

Le président: Je suis désolé, mais nous avons dépassé le temps imparti. Je m'excuse de vous interrompre, mais je dois respecter l'horaire.

Monsieur Dandurand, vous avez six minutes.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le sujet est suffisamment délicat pour que je choisisse de parler en français. Ça va être beaucoup plus facile pour moi de m'adresser à vous en français.

Il y a un centre de recherche dans ma circonscription, qui est rurale: c'est le centre de recherche de Lennoxville, qui s'intéresse particulièrement aux secteurs du lait et du bœuf. Les fourrages sont absolument nécessaires aussi. C'est très important. Je comprends tout à fait les retombées que peut avoir un centre de recherche sur une région. Les enfants vont en autobus jaune au centre de recherche pour le visiter, pour voir ce que c'est. C'est quelque chose qui les conscientise à propos de l'agriculture. De plus, il y a vraiment une mobilisation importante d'une communauté derrière un centre de recherche.

Il y a une chose que je trouve difficile en ce qui concerne le centre de recherche, qui est un centre fédéral, de nature relativement fermée, où on fait de la recherche de haut niveau: on dirait que, plus ça va, plus c'est difficile d'avoir accès à ces gens.

Comment voyez-vous la collaboration entre les municipalités et le gouvernement dans des centres de recherche comme ceux d'Agriculture et Agroalimentaire Canada? Comment pensez-vous qu'on peut être mieux arrimé pour mieux parler de l'importance de la recherche et de l'agriculture dans votre milieu? Comment voyez-vous ça?

• (1235)

[Traduction]

Thalia Hibbs: Je suis toujours ouverte aux discussions. Je sais que les gens de la communauté s'intéressent beaucoup au développement économique, et cela en fait assurément partie.

Vous avez raison. Je pense que notre centre pourrait faire encore mieux les choses qu'il ne le fait actuellement, et ce, en collaborant avec les différents ordres de gouvernement, en accroissant la participation de l'industrie et en resserrant les liens avec les établissements postsecondaires. Je ne pense pas qu'il faille viser un groupe en particulier, mais la collaboration rendra le centre beaucoup plus solide et mieux à même de répondre aux besoins de l'industrie, que nous servons en fin de compte, et nous servons toute la société en protégeant notre secteur agricole.

John Ireland: Je vais simplement répéter quelque chose que nous avons entendu au cours de la première heure, à savoir que tout ce que nous avons à faire, c'est d'avoir ces discussions. Il faut encourager ces discussions, et qui sait ce qui en ressortira. Cependant, fermer ces centres d'un seul coup, c'est faire preuve d'une vision à très courte vue.

[Français]

Marianne Dandurand: Dans ma région, la fermeture du centre de Sainte-Foy, à Québec, aura un effet important sur l'ensemble de l'industrie. Il y a des discussions qui sont en cours avec à la fois les universités, le secteur privé et des organismes pour voir comment on peut maintenir la qualité de la recherche.

Est-ce que ce sont des discussions qui sont en cours chez vous? Comment voyez-vous l'avenir de la recherche dans votre région, compte tenu des atouts que vous avez?

Pour m'inspirer en ce qui concerne ma communauté, pouvez-vous me dire comment vous êtes en train de travailler cet aspect?

[Traduction]

John Ireland: Comme nous l'avons dit plus tôt, nous voulons avoir ces discussions. Nous avons reçu l'avis au sujet de cette décision le 22 janvier. On ne peut pas, en si peu de temps, mettre en place un plan global et voir naître quoi que ce soit de la situation avec laquelle nous sommes aux prises aujourd'hui.

Thalia Hibbs: Je pense que tout a été dit. C'est trop rapide. C'est pourquoi j'ai demandé une pause.

Des solutions très positives existent assurément, mais nous avons besoin de temps. Si nous ne mettons pas cela en place maintenant, nous allons nuire à la recherche qui se fait actuellement au centre, et nous perdrons cette capacité. C'est pourquoi nous suggérons une pause et un réexamen de la décision.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Monsieur Ireland, vous êtes un agriculteur, et la recherche et l'innovation ont assurément un effet sur vos activités. Compte tenu de tous les événements climatiques extrêmes qui sont arrivés et du cycle des événements climatiques extrêmes qui est accéléré, comment la recherche et l'innovation peuvent-elles, selon vous, appuyer les agriculteurs? Quelle est l'importance de la recherche et de l'innovation dans ce nouveau contexte d'événements climatiques extrêmes?

[Traduction]

John Ireland: C'est de la recherche à tous les niveaux. Il y a constamment des phénomènes météorologiques. Il y en a toujours eu et il y en aura toujours. La recherche s'appuie sur les tendances, et au cours des cinq dernières années en particulier, il y a eu plus de sécheresse. Je suis sûr que les variétés utilisées dans les parcelles de recherche l'an dernier vont retenir l'humidité et conviendront à notre région.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Je vais me tourner vers les gens qui viennent de Québec, ma région, et qui représentent les gens de chez nous.

Il y a une expertise très importante au centre de recherche de Sainte-Foy. Beaucoup d'investissements ont été faits par le gouvernement fédéral dans les infrastructures à Sainte-Foy.

Savez-vous s'il y a déjà des chercheurs qui ont été récupérés par l'Université Laval?

• (1240)

Patrick St-Georges: Ça n'a pas encore été confirmé. L'employeur a offert aux chercheurs la possibilité de déménager et de

continuer à faire leurs recherches ailleurs. Nous sommes encore en discussion avec l'employeur pour rattacher les techniciens et les techniciennes aux chercheurs.

Concrètement, il n'y a pas encore de chercheurs qui vont continuer à faire leurs recherches ailleurs.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Lemire, vous avez six minutes.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Messieurs St-Georges et Paquette, j'aimerais tout d'abord vous remercier et féliciter l'Alliance de la fonction publique du Canada de se tenir debout face à ces fermetures, à l'image de la municipalité de Lacombe et de son comté.

Nous avons appris récemment la fermeture du laboratoire de Longueuil de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ou ACIA. Ce laboratoire est névralgique pour la santé des Québécois et des Canadiens, parce qu'il possède l'expertise pour analyser des informations nutritionnelles et la présence d'allergènes dans les aliments. Selon le site du gouvernement du Canada, il s'agit du « seul laboratoire de l'ACIA ayant une expertise en analyse nutritionnelle pour vérifier la conformité de l'information nutritionnelle avec les règlements canadiens sur l'étiquetage des aliments ».

Pouvez-vous nous en dire davantage? Comment croyez-vous qu'on va pallier la perte de ce laboratoire? Quels sont les risques pour la population, à court terme?

Patrick St-Georges: Nous sommes encore en discussion avec l'ACIA concernant la fermeture du laboratoire de Longueuil, qui fait des analyses d'allergènes alimentaires et de biotoxines marines, entre autres. L'ACIA a l'intention d'envoyer ces analyses à certains autres de ses laboratoires, mais elle a quand même confirmé que, selon elle, elle allait devoir faire faire des analyses ailleurs qu'à l'ACIA et, pour ce faire, recourir à la sous-traitance.

Sébastien Lemire: Vous dites que ce sera fait ailleurs, mais les centres de l'Agence dans le nord-est et en Colombie-Britannique ne font pas de vérifications spécialisées. On peut penser à des éléments très précis comme l'analyse du mollusque destiné à la consommation humaine. Les répercussions sont donc très précises. L'analyse risque d'être perdue. Comment la transition va-t-elle être assurée?

Vous représentez un syndicat. Selon l'information que j'ai eue, les employés ont appris la nouvelle lors d'une rencontre Teams. Est-ce que c'est vrai?

Patrick St-Georges: Il n'est pas seulement question du travail que font les travailleurs et travailleuses, les techniciens et techniciennes. Il s'agit aussi de l'équipement dont ils ont besoin pour faire les analyses. L'équipement coûte très cher. L'édifice à Longueuil est loué par Santé Canada. Il ne s'agit donc pas ici de faire des économies en fermant un édifice, parce que l'édifice sera toujours occupé par Santé Canada.

Pour ce qui est de savoir où les analyses vont être faites, nous n'avons pas encore de réponse exacte de la part de l'Agence. C'est du travail à temps plein. Or, les autres laboratoires d'analyse font déjà du travail à temps plein. Où est-ce que les analyses vont être faites? Nous ne le savons pas encore.

Sébastien Lemire: Pourquoi, selon vous, le gouvernement décide-t-il de faire des compressions là où c'est le plus essentiel, soit dans les centres de recherche et les fermes expérimentales?

Dans quelle mesure pensez-vous qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada aurait pu se permettre de réduire ses coûts ailleurs? Qui plus est, selon ce que vous nous avez dit, le bâtiment que le ministère voulait fermer parce qu'il était désuet vient d'être rénové, et on y investit encore à grands frais.

Patrick St-Georges: C'est une bonne question.

[Traduction]

Nous pensons que l'agriculture n'aurait pas dû être soumise à des compressions draconiennes. Depuis 2012, Agriculture et Agroalimentaire Canada a réduit son effectif de 14 %. Il n'a pas pris d'expansion et ne devrait pas faire l'objet de ces compressions, parce qu'il n'a pas de gras à couper.

Nous pensons que la fermeture des huit centres de recherche et centres secondaires est une mesure excessive qui aura des répercussions importantes sur le Canada. Le potentiel d'innovation et de croissance ne se concrétisera pas. Nous n'avons pas eu le temps de tout absorber. Nous sommes encore en train de le faire.

La recherche ne se fait pas en vase clos. C'est un travail de collaboration. Les centres de Lacombe, de Nappan et de Québec travaillent ensemble à la recherche sur le fourrage et le bœuf. C'est un travail de collaboration. Si on touche à l'un d'eux, et en fait on touche ici aux trois, cela a une incidence sur les autres. On envisage de les fermer. Qu'est-ce que cela signifie?

• (1245)

[Français]

Sébastien Lemire: Vous avez déjà évoqué les répercussions des compressions qui ont été faites à Agriculture et Agroalimentaire Canada sur l'industrie bovine. Pouvez-vous nous en dire davantage sur les répercussions que des coupes effectuées par le passé ont eues sur les industries?

[Traduction]

Patrick St-Georges: Je viens de mentionner les trois centres de recherche: Nappan, Lacombe et Québec, à Sainte-Foy. Entre autres travaux scientifiques et d'innovation, ils font de la recherche sur les fourrages et le bœuf. Il y a lieu de se demander où cette recherche sera effectuée. Il s'agit de recherche à long terme. Où cela va-t-il se faire au Canada? Où se fera le travail de recherche à long terme?

Nous ne croyons pas que cela pourrait être fait par le secteur privé. Le secteur privé s'intéresse toujours à la recherche à court terme et aux gains à court terme. Comme cela a été mentionné, cette recherche à long terme est payante pour le Canada. C'est rentable. La recherche à long terme est faite par le gouvernement fédéral, et c'est pourquoi il faut que cette recherche se poursuive.

[Français]

Sébastien Lemire: Je me permets de vous dire que, près de ma région, le centre de recherche de Kapuskasing a été fermé en 2015, et l'effet s'est fait sentir pendant une dizaine d'années dans le Nord-Est ontarien et en Abitibi-Témiscamingue. L'émergence de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue et de l'institut de recherche pourrait apporter une solution. Il reste que, pendant une dizaine d'années, des données et une expertise se sont perdues, parce qu'on ne fait plus le lien pour ces données aujourd'hui. C'est une perte immense.

Continuez votre combat, je vous en prie.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant aux conservateurs pendant cinq minutes.

Allez-y, monsieur Barlow.

John Barlow: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Paquette et monsieur St-Georges, merci beaucoup. J'aimerais vous poser une question.

L'argument du gouvernement est que le maintien de ces centres était trop coûteux. Vous avez mentionné que les rénovations en cours au centre de Québec ont dû être interrompues. Celui de Lacombe vient de recevoir un investissement massif pour un laboratoire de biométrie de niveau 2, le seul au Canada. Le centre de recherche Scott, qui doit également fermer ses portes, a reçu un investissement important pour construire de nouvelles installations pour le stockage et le mélange de produits chimiques, et pour le broyage.

Est-ce que cela tient la route selon vous? Ils disent maintenant que ces bâtiments étaient trop difficiles à entretenir, mais au cours des dernières années, ils ont investi des dizaines de millions de dollars pour les moderniser. Est-ce que cela a du sens?

Patrick St-Georges: Bon nombre de ces centres de recherche existent depuis plus de 50 ou 100 ans. Il faut procéder à un entretien cyclique, et cet entretien est fait. En fait, lorsque nous avons entendu parler des fermetures de plusieurs de nos centres, des investissements importants étaient déjà en cours pour les améliorer.

Il est important de noter qu'il ne s'agit pas seulement des bâtiments, mais aussi des terres et des sols. C'est une question de climat. Le Canada est immense et diversifié. On ne peut pas faire toute cette recherche agricole dans un, deux ou même 10 centres. La fermeture de huit centres et centres secondaires a des répercussions très importantes.

On a mentionné que la recherche qui porte sur un climat nordique humide ne peut pas se faire dans une région sèche du Sud. Cela ne fonctionne pas. On ne peut pas comparer les cultures ou les fourrages cultivés dans ces régions à ceux cultivés ailleurs. C'est pourquoi nous devons faire de la recherche dans l'ensemble...

John Barlow: Merci.

Si vous avez un commentaire, veuillez le faire rapidement.

[Français]

Sébastien Paquette: Ce que je voulais ajouter, c'est que l'investissement au centre de recherche de Québec a déjà été fait. La dépense est faite. On vient de faire la dépense et on ferme le centre. Économiquement, ça n'a aucun sens.

[Traduction]

John Barlow: Oui, c'était mon point. Si on avait une vision à long terme et qu'on pensait que ces installations étaient trop coûteuses à entretenir, pourquoi a-t-on investi tout cet argent au cours des dernières années pour maintenant les fermer? Cela n'a aucun sens.

Madame Hibbs, avez-vous dit que vous n'étiez pas autorisée à communiquer avec le personnel, les chercheurs et les scientifiques au centre de Lacombe? Est-ce exact?

Thalia Hibbs: Nous avons essayé de communiquer avec des représentants du centre, et on nous dit que nous ne pouvions pas discuter de cela avec eux.

John Barlow: Je trouve intéressant que mes collègues libéraux vous demandent quelles sont les possibilités pour vous de collaborer avec le centre de recherche, les universités et le secteur privé. À mon avis, cela aurait dû se faire avant, pour voir si c'était même une possibilité avant de fermer ces centres de recherche.

Comment est-ce possible pour vous de trouver de nouveaux partenariats potentiels si vous ne pouvez même pas parler au personnel du centre de recherche de Lacombe en ce moment? Comment est-il même possible de trouver des solutions de rechange?

• (1250)

Thalia Hibbs: Cela rend les choses très difficiles. Nous avons besoin d'un plan pour l'avenir, mais si je ne peux pas parler aux principaux acteurs, c'est difficile de le faire. On ne peut pas savoir ce qu'on ne sait pas sans ces discussions; il faut savoir qui doit être à la table pour avoir ces discussions.

Nous nous sommes engagés à participer à ces discussions. Je suis sûre que les provinces sont intéressées; je sais que les dirigeants de l'industrie et les agriculteurs locaux sont intéressés eux aussi. Toutes les parties le sont, mais si nous ne savons pas quel est le problème, comment pouvons-nous le régler?

Ces discussions et ces collaborations sont extrêmement importantes, mais nous avons les mains liées. Nous n'avons pas la capacité de faire quoi que ce soit en ce moment.

John Barlow: Les doyens des universités nous ont déjà dit qu'ils n'ont tout simplement pas les ressources nécessaires pour mener ces recherches, et il aurait été facile pour le gouvernement de leur poser la question avant de procéder à ces fermetures.

M. Ireland a parlé de l'entreprise de maltage et de l'entreprise de semences.

Madame Hibbs, pourriez-vous nous parler des répercussions économiques que la fermeture du centre de recherche aura sur Lacombe et sur les entreprises connexes? Que va-t-il se passer à Lacombe et dans les communautés environnantes?

Thalia Hibbs: Comme il s'agit d'un grand employeur, cela veut dire que beaucoup de personnes seront touchées et pourraient quitter la ville. C'est un petit marché, alors les répercussions sont considérables. Les gens magasinent moins et mettent leur maison en vente.

Le centre lui-même dépense beaucoup d'argent dans la région. Il utilise beaucoup de matériel, et beaucoup de petites entreprises vont en pâtir, comme leurs résultats financiers, et elles vont même avoir de la difficulté à survivre.

Nous nous efforçons vraiment de nous diversifier et de renforcer notre développement économique, mais ce coup dur nous arrive soudain de nulle part. Nous sommes sous le choc, et nous ne savons même pas encore quelles seront les répercussions, car il est encore trop tôt. Sans information, qu'allons-nous faire pour réagir à cela?

John Barlow: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

Monsieur Connors, vous avez cinq minutes.

Paul Connors: Merci.

Madame Hibbs, vous avez mentionné à quelques reprises que vous souhaitez une pause. Pouvez-vous nous donner un peu plus de détails sur ce que vous faites exactement? Je sais que le travail est en cours et que vous n'avez pas encore eu beaucoup de temps pour élaborer votre plan. Quelle serait la durée de cette pause? Qu'est-ce que vous demandez? Que souhaiteriez-vous voir le gouvernement faire à cet égard?

Thalia Hibbs: J'ai déjà demandé de 12 à 18 mois pour faire au moins une étude sur ce qui se fait au centre et sur ce que nous risquons de perdre. Nous voulons savoir essentiellement si le gouvernement a vraiment décidé de procéder.

Entretiens, nous devons commencer à penser au plan B, et je ne sais à quoi cela ressemblera. Je ne suis pas prête, en tant que mairesse, à prendre la tête de cette initiative. Je ne pense pas que ce serait juste de s'attendre à cela, mais je veux participer. Le préfet du comté et moi avons fait beaucoup de démarches pour mettre les choses en branle et discuter avec les intervenants concernés. Il y a toutes sortes d'options. Nous avons réfléchi ensemble aux collaborations possibles avec les établissements postsecondaires.

Il y a un plan B, mais nous devons avoir la chance de le mettre en œuvre avant que le gouvernement fédéral mette la clé sous la porte. Je ne sais pas exactement combien de temps il faudrait. C'est un peu en dehors de mes compétences, honnêtement, mais il est primordial que nous déterminions cela tous ensemble.

Paul Connors: Je suis d'accord.

Pensez-vous pouvoir nous soumettre cela prochainement pour que nous puissions l'inclure dans notre rapport? Pourriez-vous mentionner exactement quelles sont vos attentes?

Thalia Hibbs: Oui, je peux faire un suivi.

Paul Connors: Je veux revenir au fait que vous ne pouvez pas parler au personnel ou à qui que ce soit au centre.

En tant que mairesse, avez-vous envoyé une lettre officielle pour demander à parler aux représentants du centre?

Thalia Hibbs: Je n'ai pas envoyé de lettre officielle, mais toutes les tentatives de communication avec le personnel de ce site ont été rejetées, poliment rejetées, ou sans suite.

Paul Connors: D'accord.

Monsieur Ireland, vous avez mentionné que la fermeture pourrait se traduire par une réduction importante de la production. Pouvez-vous m'en dire un peu plus à ce sujet?

• (1255)

John Ireland: Certainement.

Nous sommes essentiellement un détaillant. Nous produisons le produit que l'utilisateur final veut, qu'il s'agisse d'un exploitant de parc d'élevage, d'une entreprise de maltage ou d'un producteur de blé destiné à l'exportation, vers la Chine ou le Japon. Au fur et à mesure que le marché se développe, que les acheteurs changent, nous devons adapter notre partie du cycle de production en conséquence. C'est la recherche qui nous guide et, en général, elle est plus significative et efficace quand elle est menée localement.

Paul Connors: Merci.

Je pense que c'est vous, monsieur Paquette, qui avez dit dans votre déclaration préliminaire qu'il pourrait y avoir des répercussions sur la formation dans l'industrie ou le secteur agricole. Ai-je bien compris? Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

[Français]

Sébastien Paquette: Selon les rapports d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, on a été en mesure d'optimiser l'agriculture au Canada au cours des dernières décennies. Autrement dit, on a été en mesure d'en faire plus avec le même territoire. Maintenant, on est bien parti, mais, si on stoppe cette recherche, on va connaître une décrépitude.

Au centre de recherche de Québec, il y a des projets de recherche où il est question d'optimisation des souches génétiques. Il a fallu 15 ans pour développer ça, dans certains cas. Si on ferme le centre, ce n'est pas quelque chose qu'on peut mettre au frigo pour le ressortir dans deux ans. Ce sont des données qui sont perdues. C'est quelque chose qui va être à recommencer quand on va réaliser enfin qu'on n'aurait pas dû se passer de cette ressource.

Si on ferme le centre, il y a des données qui seront perdues. Même si une université reprend les projets, elle ne sera pas capable de reprendre tous les projets. En cours de transfert, il va y avoir des pertes. Au bout du compte, ce sera de l'argent perdu.

Pensons aussi aux agriculteurs qui comptent sur ces recherches. Pour eux, la perte va se manifester demain matin. Ils n'auront plus les nouvelles souches génétiques...

[Traduction]

Le président: Je suis désolé, mais je dois vous interrompre.

Nous allons passer au Bloc québécois pendant deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Messieurs Paquette et St-Georges, les effectifs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ont diminué de 14 % entre 2012 et 2025. Pouvez-vous nous parler de la pression que cette diminution des effectifs a exercée sur les employés et de son incidence sur la capacité d'Agriculture et Agroalimentaire Canada à remplir ses mandats dans ses différents services?

[Traduction]

Patrick St-Georges: Comme je l'ai déjà dit, je ne dirais pas qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada s'est à peine remis depuis 2012, mais les compressions ont touché l'os en 2012.

Vous avez parlé plus tôt de la fermeture de Kapuskasing. Kapuskasing avait un troupeau de bovins. Lacombe et Nappan ont des troupeaux de bovins. Nous risquons également de perdre ces troupeaux. Il ne s'agit pas de troupeaux de bovins ordinaires. Ce sont

des animaux de recherche auxquels on a consacré beaucoup de temps, d'investissements et d'efforts pour améliorer la génétique.

L'élimination des huit centres de recherche et centres secondaires aura des répercussions importantes sur la capacité de mener des recherches partout au pays. Comme je l'ai dit, le Canada est un vaste pays dont le climat, les sols et les conditions environnementales sont très diversifiés. Ces centres de recherche existent depuis 50, 100 ans et même plus. C'est un riche patrimoine qui est en jeu. Il ne sera pas possible de reprendre ces études de recherche qui sont menées à long terme.

[Français]

Sébastien Lemire: On coupe dans les données, la science et la recherche. On dirait que toute cette histoire fait mal à ma démocratie.

De plus, comme tout le monde, nous avons entendu parler de ces lettres que les sous-ministres envoient aux employés pour les empêcher de parler à leurs propres députés ou de dénoncer les problèmes.

Est-ce qu'on voit ça ailleurs, dans d'autres ministères? Comment le syndicat aborde-t-il ces questions, lorsqu'on muselle des gens dans des communautés où tout le monde se côtoie?

● (1300)

Patrick St-Georges: Bien sûr, les fonctionnaires doivent toujours faire attention lorsqu'ils parlent aux médias. Cependant, parler avec le maire d'une ville, c'est une autre affaire.

Selon ce que nous avons entendu dire, ce n'est pas seulement à Lacombe que nos membres ont reçu des courriels dans lesquels on leur disait de ne parler à personne et de ne laisser personne entrer au centre de recherche pour des visites. On ne les laisse pas faire. Certaines paroles qui ont été prononcées laissaient croire qu'on reculait un peu en ce qui a trait au message, mais ce n'était pas transmis par écrit. Ce qui est écrit, c'est ce qui reste.

Ce n'est pas correct.

Sébastien Lemire: C'est toxique.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci. Cela met fin à notre réunion.

Je tiens à remercier nos témoins de leur présence. Je vous remercie de vos témoignages.

Madame la mairesse, merci d'être venue d'aussi loin pour être avec nous.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci beaucoup.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>